Université Abderrahmane Mira-Bejaia

Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des Sciences Financières et Comptabilité

Laboratoire de recherche en management et techniques quantitatives (R.M.T.Q)

Polycopié pédagogique

Titre

ANALYSE FINANCIERE APPROFONDIE

Cours destiné aux étudiants de deuxième année Master.

Option : Comptabilité et Audit (C.A)

Par : Dr. MALEK NAIMA épouse AYAD

Année universitaire 2023- 2024

SOMMAIRE

Introduction générale

Chapitre I : Analyse et diagnostic financier : approche statique

Introduction

I. Le rôle de la fonction financière

II. Les sources d'information

III. Le passage du bilan comptable au bilan financier

Chapitre II : Analyse des équilibres financiers

I. L'équilibre financier

II. Le fonds de roulement net

III. Le besoin en fonds de roulement

IV. La situation de trésorerie (TR)

Chapitre III : Analyse par la méthode des ratios

I. Les ratios de structure

II. Les ratios de rotation

III. Les ratios de rentabilité

Chapitre IV : Analyse de l'activité

I. Les soldes intermédiaires de gestion (SIG)

II. L'analyse par La capacité d'autofinancement (CAF)

Chapitre V : Analyse des flux et des mouvements financiers (analyse dynamique)

I. Les limites et les inconvénients de l'analyse par l'optique statique

II. Le tableau de financement (Tableau des Emplois- Ressources)

III. Le tableau de trésorerie

Chapitre VI : Etudes de cas avec corrigés

I. Etude de cas n°1 : Cas de l'entreprise 'ALPHA'
II. Etude de cas n°2 : Cas de la SPA 'CEREALIA'
III. Etude de cas n°3 : Cas de l'entreprise 'BETA'
IV. Etude de cas n°4 : Cas de l'entreprise 'Dûmes'
V. Etude de cas n°5 : Cas de la société 'Bella Vita'
VI. Etude de cas n°6 : Cas de la société 'Star Elec'
VII Etude de cas n°7 : Cas de l'entreprise 'Sol'
VII Etude de cas n°8 : Cas de l'entreprise 'Omega'

Chapitre VII : Etudes des flux et des mouvements financiers

Introduction
I. Flux d'emplois et de ressources : Le tableau de financement
1. Objectifs d'élaboration du tableau de financement
2. Principes d'élaboration du tableau de financement
II. Le tableau de trésorerie
1. Les objectifs du tableau de trésorerie
2. Le structure du tableau de trésorerie
Conclusion

Chapitre VIII : Etudes de cas avec corrigés

1. Etude de cas n°1 : Cas de l'entreprise 'GAMA'
2. Etude de cas n°2 : Cas de l'entreprise 'PROALG'

Chapitre IX : La planification financière

Introduction

I. Le plan de financement initial (l'avant-projet)

II. Le plan de financement final

Conclusion

Chapitre X : Etudes de cas avec corrigés

Conclusion générale

Bibliographie

Introduction générale

L'entreprise se doit d'être performante à tout moment. C'est pourquoi elle est censée scruter l'état de sa santé financière afin de relever les défis qui s'imposent. L'analyse financière est en ce sens la discipline par excellence qui permettra aux responsables de l'entreprise, aux pourvoyeurs de fonds et aux différentes parties prenantes d'avoir les informations nécessaires à l'évaluation de sa performance.

La comptabilité se trouve être une source d'informations précieuses pour l'analyste financier. A travers l'étude et l'analyse détaillée des états financiers tels que le bilan, le compte de résultat, l'analyse financière permet d'avoir une vision plus claire de l'état de la santé financière de l'entreprise mais aussi de mettre en exergue ses forces et ses faiblesses. Elle constitue, entre autres, un outil précieux et incontournable d'aide à la prise de décision. Elle permet une mesure de la rentabilité générée, de l'efficacité et l'efficience de l'entreprise mais aussi du degré de liquidité et de solvabilité de cette dernière.

Elle s'appuie sur deux types d'approches : la première est dite statique car figée dans le temps dans le sens où elle n'analyse que les données d'un seul et unique exercice comptable. ; la seconde est dite dynamique car elle s'appuie sur l'étude est l'analyse des flux financiers autrement dit plusieurs exercices comptables. Il v de soit que ces deux approches sont complémentaires et indissociables pour l'analyste. Elles lui permettent d'ailleurs de procéder à des prévisions basées sur des décisions éclairées et judicieusement justifiées.

L'analyste financier opère un certain nombre de retraitements et des reclassements financiers lui permettant, sur la base d'une logique de liquidité-exigibilité, de mettre en œuvre son propre outil de travail, en l'occurrence le bilan financier. A base de ce derniers une série d'analyses seront effectuées à commencer par le contrôle des équilibres de la structure financière au travers du calcul des trois indicateurs de l'équilibre (Fonds de roulement net, besoin en fonds de roulement et trésorerie nette), une série de ratios sont également calculés pour détecter les éventuelles anomalies et forces de cette structures puis sont examinés les soldes intermédiaires de gestion et pour finir la capacité d'autofinancement et dans certains cas l'effet de levier financier.

Autant d'éléments et de concepts qui feront l'objet de ce présent cours. En effet, l'objectif ici étant de fournir aux étudiants les bases nécessaires à la maîtrise du métier d'analyste financier.

Ce cours est principalement destiné aux étudiants de première année Master, option : Comptabilité, Audit, mais il peut être également exploité par des candidats d'autres niveaux d'études et spécialités (Deuxième année licence et troisième année licence LMD).

Il est recommandé d'avoir certaines connaissances et prérequis dans le domaine de la finance d'entreprise, des mathématiques financières, du contrôle de gestions et de la comptabilité tant générale que d'exploitation.

L'évaluation de la matière se fera via des contrôles continus et un examen final.

Chapitre I : Analyse et diagnostic financier : approche statique

Introduction

Selon Patrick PIGET *« l'analyse financière est un art plus qu'une théorie reposant essentiellement sur l'exploitation d'informations comptables. Elle a pour dessein d'étudier le passé pour diagnostiquer le présent et prévoir l'avenir »*. L'objectif de l'analyse financière est d'étudier les conditions d'équilibre financier de l'entreprise, voir si celles-ci sont réunies, mesurer la rentabilité.

L'approche dite « statique » étudie les données relatives à un seul exercice. Pour cela, le bilan, le TCR et les documents annexes se révèlent être des sources de données plus qu'indispensables à l'analyste.

Les opérations de passage du bilan comptable au bilan financier nécessitent de procéder à une série de retraitements te de reclassements fondés sur une vision et un raisonnement purement financier.

I. Le rôle de la fonction financière

Le rôle principal de la fonction financière consiste à fournir aux autres fonctions de l'entreprise les moyens financiers nécessaires à l'atteinte des objectifs et par la même occasion à l'objectif global de l'entreprise. Les fonds nécessaires à cette politique sont collectés principalement au niveau des marchés financiers. La fonction financière assure :

- La cohérence de l'ensemble des fonctions de l'entreprise sous contrainte de rentabilité[1] et de solvabilité[2].
- Permet de contrôler le degré d'atteinte des objectifs fixés au préalable[3].

[1] Les investissements financés doivent dégager des surplus appréciables.

[2] L'entreprise doit être capable de rembourser ses dettes dans les délais impartis.

[3] Diagnostic, mesure des écarts par rapport aux objectifs, tableau de bord…)

Pour pouvoir exercer et assumer son rôle correctement, la fonction financière dispose d'un certain nombre d'outils qui lui permettront la collecte de l'information, son traitement et sa diffusion :

- A l'intérieur de l'entreprise, grâce au système d'information pour la gestion (comptabilité générale, comptabilité analytique et contrôle de gestion). Ces informations sont par la suite retraitées par les responsables financiers (calcul des ratios, consolidation, élaboration des tableaux de financement).
- A l'extérieur de l'entreprise, en collectant des informations sur le marché, sur les concurrents et sur la conjoncture. Les responsables financiers collectent ces informations auprès notamment des branches professionnelles, des centrales des bilan, des agences et organismes d'information économique et financière.

Pour pouvoir faire des prévisions, les responsables utilisent des statistiques et des probabilités, des techniques d'analyse de données, l'information et les techniques de mathématiques financières.

II. Les sources d'information

Les documents comptables obéissent à des principes et à une logique propre à la comptabilité, et qui ne répondent pas nécessairement une logique financière.

1. **Le bilan :** permet de retracer des comptes de situation qui représentent les sources dont dispose l'entreprise et la manière dont celles-ci ont été employées. Il permet de ce fait de donner à la fois la composition et la structure du patrimoine de l'entreprise.
2. **Le TCR :** fait un regroupement des produits réalisés par l'entreprise au cours d'une période d'un an et les charges qui ont été supportées durant cette même période. Ce document est essentiel pour le calcul des Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG), la Capacité d'autofinancement (CAF) et certains ratios.
3. **Les documents annexes :** sont des documents auxiliaires qui permettent d'apporter des détails et des compléments par rapport à certaines opérations. Et à certains postes. Nous pouvons citer quelques exemples de documents annexes : le tableau des amortissements, le tableau des provisions, le tableau des dettes, des créances…

III. Le passage du bilan comptable au bilan financier

Etant donné que les emplois et les ressources de l'entreprise sont classés suivant un raisonnement strictement comptable, il est de ce fait nécessaire de revenir sur celui-ci afin

qu'il puisse obéira une vision purement financière. On procède alors à de nombreux retraitements et reclassements qui ont pour objet de réviser et corriger les imperfections des documents comptables.

L'approche adoptée est dite « patrimoniale » et repose sur trois principes de base :

- Une conception « patrimoniale » de l'entreprise ;
- Un classement des composantes du bilan selon leurs degrés de liquidité (pour les actifs) et d'exigibilité (pour le passif).

1. Principes généraux

Les trois principes cités précédemment sont complémentaires entre eux, de sorte que le bilan financier puisse à la fois respecter un degré de liquidité croissant pour les composants de l'actif et un degré de liquidité croissants pour les éléments qui composent le passif. De plus, une distinction est faite entre les éléments à plus d'un an et ceux à moins d'un an aussi bien pour l'actif que pour le passif.

Il convient de prendre en compte la valeur réelle des actifs inscrits au bilan (valeur vénale ou à défaut VNC) et du passif. Les plus ou moins valeurs issues des retraitements étant imputées sur les capitaux propres.

a. Les retraitements et les reclassements

- Il convient d'éliminer les actifs fictifs (les non-valeurs), tels que : les frais d'établissement qui représentent des dépenses engagées à l'occasion d'opérations qui conditionnent l'existence ou le développement de l'entreprise, mais dont le montant ne peut être reporté à des production de biens et de services déterminés. Ils comprennent : les frais de constitution (droits d'enregistrement, honoraires…). Ces actifs ne correspondent pas véritablement à une valeur économique. Ils doivent être retraités en déduction des capitaux propres.
- Les frais de recherche et développement, sous certaines conditions, sont considérés comme des valeurs fictives qu'il conviendrait d'éliminer de l'actif du bilan.
- Les charges à répartir sur plusieurs exercices
- Les primes de remboursement des obligations.
- Déduire l'impôt latent contenu dans les subventions d'investissement et les provisions règlementées et les reclasser en dettes à plus ou moins un an, selon le cas.
- Reclassement des dettes à moins d'un an de la partie du résultat qui sera distribuée.
- Reclassement des provisions pour risques et charges en dettes à plus d'un an ou en dettes à moins d'un an, selon la date probable de survenue du risque ou de la charge en question (les éventuelles provisions sans objet étant assimilées à des capitaux propres)

- Les engagements hors bilan : réintégrer à l'actif et au passif les effets escomptés non échus 'en effet, le risque d'impayé subsiste jusqu'à l'échéance des effets).
- Les immobilisations financières : la fraction à moins d'un an est reclassée en actif circulant.
- Actif circulant : où on ne retient que la fraction à moins d'un an. La fraction à plus d'un an est reclassée dans l'actif fixe.
- Les comptes de régularisation de l'actif sont éliminés de fait.
- Les charges constatées d'avance sont ventilées en actif circulant et en actif immobilisé en fonction de leur échéance.
- Les charges à répartir sur plusieurs exercices sont éliminées de l'actif et leur montant déduit des capitaux propres (compte 'Ecart de réévaluation').
- Les primes de remboursement des obligations sont également des actifs fictifs à soustraire de l'actif avec diminution correspondante des capitaux propres.
- Les écarts de conversion actifs sont éliminés avec en contrepartie la suppression de la provision pour perte de change au passif.
- Les écarts de conversion passifs représentent des gains latents retenus pour leurs montants nets d'impôt.

Schéma 1 : schématisation du bilan financier de grandes masses

Partie à plus d'un an	**CTIF FIXE** (Valeurs immobilisées)	**CAPITAUX PERMANENTS** = CP+DLMT
Partie à moins d'un an	**CTIF CIRCULANT**= VE+VR+VD	**DCT**

Source : réalisé par l'auteur

2. L'actif du bilan financier

Il est composé de deux grandes masses, en l'occurrence :

a. **L'actif fixe :** qui comprend, comme son nom l'indique, des valeurs immobilisées autrement dit d'actifs à plus d'un an. Il est de ce fait composé de deux éléments : les immobilisations, les actifs à plus d'un an.

- **<u>Les immobilisations :</u>** elles correspondent aux actifs les moins liquides. En effet, l'entreprise détient ces actifs en vue de les conserver et non de les revendre. Ils sont considérés dans le bilan financier pour leur valeur réelle du moment où la logique qui sous-tend le bilan financier est purement liquidative.

  Remarque : certaines immobilisations ne sont pas considérées comme faisant partie des actifs fixes dans les cas suivants :

- Les immobilisations qui seront cédées au cours de l'année (à moins d'un an) seront reclassées en actif circulant.

- Dans le cas où l'entreprise accorde des 'prêts' et qu'une partie de ces derniers arrivait à échéance de remboursement au cours de l'année, cette partie sera reclassée en actif circulant.

- **<u>Les autres actifs à plus d'un an :</u>** certains actifs circulants peuvent être considérés comme des actifs à plus d'un an. C'est notamment le cas de ces qui suit :

- *Le stock-outil :* qui est également appelé 'stock de sécurité' et qui correspond à un stock détenu par l'entreprise lui permettant de se prémunir des risques du marché, en particulier celui de la pénurie de matières premières ou encore des retards de livraison. Il est de ce fait assimilé à un stock 'permanent' puisqu'il doit toujours être présent dans les stocks de l'entreprise (stock minimum).

- *Les clients douteux à plus d'un an* qui sont constituées lorsqu'un client ne règle à temps ses du envers l'entreprise à tel point qu'un réel doute de règlement effectif existe. Puisque le délai dépasse l'année, il convient de procéder au reclassement de cette partie en actif fixe.

- *Les autres créances à plus d'un an :* il s'agit de créances dont le délai de règlement dépasse l'année. Pour les détecter et les reclasser en actif fixe, il suffit de vérifier dans les documents annexes (tableau des créances).

b. **L'actif circulant :** il prend en compte l'ensemble des actifs à moins d'un an, à l'exception des actifs reclassés dans la partie à plus d'un an. L'actif circulant est généralement réparti en trois catégories :

- Les valeurs d'exploitation : qui correspondent à l'ensemble des stocks hormis le stock-outil qui a été reclassées dan la catégorie à plus d'un an.

- Les valeurs réalisables : cette sous-catégorie regroupe l'ensemble des créances détenues par l'entreprise, en l'occurrence :

✓ Le compte 'clients et comptes rattachés'[4].

[4] Les comptes rattachés font allusion à la partie des clients douteux qui n'a pas été reclassées dans l'actif fixe (à plus d'un an). A cela s'ajoute le compte 'effets à recevoir' qui nécessite dans certain cas un retraitement.

- Les valeurs disponibles

Conclusion

L'analyse financière statique repose sur l'étude d'un bilan établi à une date donnée. Elle permet d'apprécier la situation financière de l'entreprise ainsi que sa valeur patrimoniale à un instant précis. Contrairement à l'analyse dynamique, qui s'intéresse à l'évolution des performances sur plusieurs périodes, l'analyse statique fournit une photographie de la structure financière de l'entreprise en se fondant principalement sur l'examen des comptes annuels, notamment le bilan.

Cette approche vise à évaluer l'équilibre financier de l'entreprise à travers l'analyse de la composition de ses ressources et de ses emplois. Elle s'appuie sur différents indicateurs de gestion permettant de mesurer la capacité de l'entreprise à financer durablement ses investissements, à honorer ses engagements financiers et à préserver son autonomie financière. Parmi ces indicateurs figurent notamment le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie nette, qui constituent les principaux outils d'appréciation de l'équilibre financier.

Toutefois, l'étude de ces seuls équilibres financiers ne suffit pas à porter un jugement complet sur la solidité de la santé financière de l'entreprise. Une analyse approfondie nécessite le recours à des instruments complémentaires permettant d'évaluer la rentabilité, la solvabilité, la liquidité et les performances économiques de l'organisation. À cet effet, le calcul et l'interprétation de ratios financiers constituent un outil essentiel pour comparer les performances de l'entreprise dans le temps ou avec celles d'entreprises du même secteur d'activité.

Par ailleurs, l'analyse financière doit être complétée par l'étude des soldes intermédiaires de gestion (SIG), qui permettent d'apprécier les différentes étapes de la formation du résultat, depuis la création de la richesse jusqu'au résultat net. Ces indicateurs offrent une vision détaillée de la performance économique de l'entreprise et facilitent l'identification de ses forces et de ses faiblesses.

Enfin, la capacité d'autofinancement (CAF) représente un indicateur fondamental de l'analyse financière. Elle mesure les ressources internes générées par l'activité de l'entreprise et

susceptibles d’être consacrées au financement des investissements, au remboursement des dettes ou à la rémunération des associés, sans recourir à des financements externes. Ainsi, la combinaison de l’analyse de la structure financière, des ratios, des soldes intermédiaires de gestion et de la capacité d’autofinancement permet d’obtenir une appréciation globale, cohérente et pertinente de la situation financière de l’entreprise ainsi que de sa capacité à assurer sa pérennité et son développement.

Chapitre II : Analyse des équilibres financiers et de l'activité

Introduction

L'équilibre financier dans la conception classique met l'accent sur l'adéquation entre la liquidité des actifs et l'exigibilité des passifs. Dans ce contexte, les praticiens ont mis point une règle dite 'règle de l'équilibre financier minimum' qui permettrait au responsable de l'entreprise d'éviter d'éventuels problèmes de trésorerie. Cette règle stipule que les actifs et les ressources qui les financent devraient avoir des échéances de même ordre. Ainsi, les actifs à long terme sont fiancés par des ressources stables et les ressources cycliques financent, quant à elles, les emplois circulants (d'exploitation).

Trois indicateurs permettent de juger du degré d'équilibres financiers : le fonds de roulement nets, le besoin en fonds de roulement et la situation de trésorerie.

I. Les indicateurs de l'équilibre financier

1. Le fonds de roulement net

Le fonds de roulement net représente la différence entre les capitaux permanents et les actifs fixes ou encore entre les actifs circulants et les dettes à court terme. Il peut se calculer par les deux formules qui suivent :

Fonds de roulement net = capitaux permanents – actifs fixes

Fonds de roulement net = actifs circulants – dettes à court terme

L'approche patrimoniale privilégie le calcul du fonds de roulement par le haut du bilan puisque l'équilibre financier dans cette conception s'obtient suite à l'ajustement des flux financiers longs.

Cet excédent de ressources longues constitue un financement à court terme représentant une marge de sécurité pour l'entreprise et une garantie de solvabilité.

Figure 1 : représentation schématique du fonds de roulement net

Actifs fixes	Capitaux permanents
Actifs circulants	**FRN**
	DCT

Source : réalisé par l'auteur

Interprétation du FRN

- **Lorsque KP > AF FRN⇨0⇦**

- Les immobilisations ont été intégralement financées tout en dégageant un excédent de ressources.
- Cet excédent représente une marge de sécurité à court terme.

- **Lorsque KP < AF ⟹ FRN<0**

- Les immobilisations n'ont pas été financées en totalité.
- Absence d'une marge de sécurité.
- Une partie des dettes à court terme a servi au financement du besoin en matière d'immobilisations

⟹ Situation de vulnérabilité

- **<u>Lorsque KP = AF ⟹ FRN=0</u>**

- Les ressources à long terme ont pu financer de justesse l'intégralité des emplois stables (actifs fixes). Il en est de même pour les emplois cycliques qui ont été financer en totalité par des ressources cycliques (DCT).

⟹ ***Structure financière harmonieuse.***

2. Le besoin en fonds de roulement

Les opérations d'exploitation de l'entreprise se composent de flux physiques de marchandises, de matières et de produits finis. Leur contrepartie est représentée sous forme de de flux monétaires. C'est justement les décalages qui peuvent naître de ces deux catégories de flux qui justifient l'existence de créances et de dettes.

C'est en ce sens que les opérations du cycle d'exploitation sont scindées en deux catégories :

- Des actifs d'exploitation et hors exploitation (circulants ou cycliques) qui représentent des *actifs à financer* (soit des besoins de financement);
- Des passifs d'exploitation et hors exploitation (circulants ou cycliques) qui sont *des ressources de financement à court terme (soit des ressources de financement).*

C'es la différence entre ces besoins et ces ressources de financement qui permettra d'estimer le besoin d'exploitation communément appelé ***'Besoin en fonds de roulement'***. La formule de son calcul est présentée somme suit :

BFR = (Valeurs d'exploitation + Valeurs réalisables) – (Dettes à court terme – Concours bancaires)

Ou encore :

BFR = (Actif circulant - Valeurs disponibles) – (Dettes à court terme – Concours bancaires)

3. La situation de trésorerie (TR)

Il s'agit d'un indicateur synthétique qui permet de restituer le niveau du disponible dans les coptes bancaires principalement. Elle s'obtient en faisant la différence entre la trésorerie de l'actif (Valeurs disponibles) et celle du passif (les concours bancaires courants).

Trésorerie (TR) = Trésorerie active – Trésorerie passive

Elle peut également être estimée en confrontant les deux indicateurs précédemment définis (le FRN et le BFR) :

Trésorerie (TR) = Fonds de roulement net – Besoin en fonds de roulement

C'est dans le sens où cette équation traduit ce qui reste à l'entreprise dans ses disponibles après avoir financé l'ensemble de ses besoins exprimés. La situation de trésorerie est de ce fait, et comme on vient de l'énoncer à l'instant ' ***ce qui reste à l'entreprise après avoir subvenus à ses besoins stables et cycliques'.***

- ***Interprétation des cas de figure possibles :***

- ***Lorsque FRN>BFR :***

  C'est une situation recherchée, car l'entreprise dans ces conditions a pu financer l'intégralité de son besoin en fonds de roulement et dégager un excédent qu'on retrouve dans ses disponibilités.

- ***Lorsque FRN<BFR :***

  Dans ce cas de figure, le FRN n'a financé qu'une partie du BFR exprimé. Le solde restant est financé par des concours bancaires (DCT).

- ***Lorsque FRN=BFR :***

  Cette situation représente une harmonisation parfaite entre la structure des ressources et celle des emplois, de sorte que ces derniers ont été financés de justesse. Et c'est justement ici que réside le risque car ce cas de figure stipule implicitement que l'entreprise a épuisé la totalité de son FRN. Elle court dés lors le risque d'être déséquilibré à tout moment car comme nous le savons tous *'tout déséquilibre est éphémère'.*

Conclusion

L'analyse des équilibres financiers constitue une étape essentielle dans le diagnostic financier de l'entreprise, car elle permet d'apprécier sa capacité à assurer la cohérence entre ses ressources et ses emplois tout en préservant sa solvabilité. À travers l'étude du fonds de roulement net (FRN), du besoin en fonds de roulement (BFR) et de la trésorerie nette (TR), il est possible d'évaluer la qualité de la structure financière de l'entreprise, son aptitude à financer son cycle d'exploitation et son niveau de liquidité à court terme.

Le fonds de roulement net met en évidence l'existence ou non d'une marge de sécurité permettant de financer les besoins liés à l'activité courante. Le besoin en fonds de roulement traduit, quant à lui, les décalages inhérents au cycle d'exploitation entre les encaissements et les décaissements, tandis que la trésorerie nette synthétise les effets conjugués de ces deux indicateurs et renseigne sur la situation financière immédiate de l'entreprise.

Toutefois, l'appréciation de l'équilibre financier ne peut se limiter à l'analyse de ces seuls indicateurs. Si ceux-ci permettent de porter un premier jugement sur la stabilité financière de l'entreprise, ils doivent être complétés par l'étude de sa performance économique et de sa rentabilité. En effet, une entreprise peut présenter un équilibre financier satisfaisant à un instant donné tout en enregistrant des résultats d'exploitation insuffisants pour assurer sa pérennité. Inversement, une entreprise en forte croissance peut connaître des tensions temporaires de trésorerie sans que sa viabilité soit remise en cause.

Ainsi, le diagnostic financier doit adopter une approche globale intégrant, d'une part, l'analyse des équilibres financiers et, d'autre part, l'évaluation de l'activité et des performances de l'entreprise à travers les soldes intermédiaires de gestion, les ratios financiers

et la capacité d’autofinancement. Cette démarche permet d'obtenir une vision plus complète de la santé financière de l'entreprise, de mesurer sa capacité à créer de la valeur et de disposer d'éléments pertinents pour orienter les décisions de gestion et assurer son développement à long terme.

Le chapitre suivant sera consacré à l’analyse de ces indicateurs de performance financière afin de compléter le diagnostic et d’apprécier plus précisément la rentabilité ainsi que la capacité de l’entreprise à générer des ressources durables.

Chapitre III : Analyse par la méthode des ratios

Introduction

Un ratio est par définition un indicateur permettant de porter un jugement objectif sur le fonctionnement d'une entreprise. Il s'agit plus précisément d'un rapport entre deux grandeurs économiques, financières.

Nous retenons trois grandes catégories de ratios :

- Les ratios de structure ;
- Les ratios de rotation (également dénommée d'activité ou de gestion)
- Et les ratios de rentabilité.

I. Les ratios de structure

1. Le ratio de financement permanent

Également appelé *'ratio de fonds de roulement'*, du fait qu'il utilise à l'identique les mêmes termes que ceux utilisés lors du calcul de fonds de roulement net.

$$\textbf{R de financement permanent} = \frac{\textbf{Capitaux permanents}}{\textbf{Actif fixe}} \geq 1$$

L'intérêt de ce ratio est de pouvoir estimer la partie de l'actif immobilisé (actif fixe) financé par des capitaux longs (permanents).

2. Ratio de financements propres

Il est aussi appelé 'ratio de financement permanent », car tout comme le précédent il permet de connaitre le degré de financement des immobilisations par des moyens propres à l'entreprise.

$$\text{R de financements propres} = \frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Actif fixe}} \geq 0{,}5$$

3. Ratio de financement des investissements

L'objectif derrière du calcul de ce ratio est de connaître l'importance de la politique d'investissement de l'entreprise. Dans le cas d'une entreprise industrielle, il devrait être dans les 50% approximativement.

$$\text{R} = \frac{\text{valeurs immobilisées}}{\text{total actif}} \geq 0{,}5$$

4. Ratio de financement total

Il estime la part représentée par des ressources propres dans la structure globale de l'entreprise.

$$\text{R} = \frac{\text{capitaux propres}}{\text{total passif}} \geq 0{,}5$$

5. Ratio d'autonomie financière

Grace à ce ratio, nous pouvons savoir si l'entreprise est indépendante financièrement.

$$\text{R} = \frac{\text{capitaux propres}}{\text{total dettes}} \geq 1$$

6. Ratio de liquidité générale

Cet indicateur estime le degré de liquidité de l'actif du bilan. Ainsi, plus sa valeur est plus élevée, plus l'entreprise est liquide.

$$\text{R} = \frac{actif\ circulant}{dettes\ à\ court\ terme} \geq 1$$

7. Ratio de liquidité réduite

Il est surnommé « ratio de liquidité réduite » car il est réduit aux éléments les plus liquides de l'actif circulant, en l'occurrence les valeurs réalisables et les valeurs disponibles.

$$\mathbf{R=}\frac{valeurs\ réalisables+valeurs\ disponibles}{dettes\ à\ court\ terme}\ entre\ 0,3\ et\ 0,5$$

8. Ratio de liquidité immédiate

Ce ratio estime la couverture des dettes exigibles par des valeurs disponibles. Son intérêt est d'évaluer le part des dettes échues qui pourront être honorées dans l'immédiat moyennant la trésorerie active disponible.

$$\mathbf{R=}\frac{valeurs\ disponibles}{dettes\ à\ court\ terme}\ entre\ 0,2\ et\ 0,3$$

II. Les ratios de rotation

1. *Le délai de rotation des stocks*

- **Pour les entreprises industrielles**

$$\mathbf{R=}\frac{Stock\ moyen}{Consommations}*12\ \textbf{(en mois) ou 360 (en jours)}$$

- **Pour les entreprises commerciales**

$$\mathbf{R=}\frac{Stock\ moyen}{Achats\ (HT)}*12\ \textbf{(en mois) ou 360 (en jours)}$$

Le stock moyen se calcule comme suit :

$$\mathbf{R=}\frac{Stock\ initial+Stock\ final}{2}$$

2. Le délai de rotation des crédits fournisseurs

Cet indicateur permet d'estimer le durée moyenne des délais obtenus des fournisseurs.

$$\mathbf{R=} \frac{\textit{Fournisseurs et comptes rattachés}}{\textit{Achats (TTC)}} * \mathbf{12\ ou\ 360}$$

3. Le délai de rotation des crédits clients

Tout comme l'indicateur précèdent, ce ratio calcule la durée moyenne des délais accordés aux clients.

$$\mathbf{R=} \frac{\textit{Clients et comptes rattachés+EENE}}{\textit{Chiffre d'affaires (TTC)}} * \mathbf{12\ ou\ 360}$$

Il est indispensable que le délai de rotation des crédits clients soit toujours inférieur à celui des crédits fournisseurs. Le respect de cette règle est une garantie de solvabilité pour l'entreprise. A contrario le non respect de ce principe entraînerait des difficultés de trésorerie.

III. Les ratios de rentabilité

Ce type de ratio lié à la rentabilité permet de mesurer la capacité de l'entreprise à générer une valeur par rapport à des moyens.

1. Le ratio de rentabilité financière

Il exprime la capacité de l'entreprise à générer des bénéfices et à rémunérer les actionnaires.

Ratio de rentabilité financière = résultat net / capitaux

2. Le ratio de rentabilité économique

Cet indicateur mesure la capacité des actifs économiques de l'entreprise à générer des résultats.

Ratio de rentabilité économiques = Résultat d'exploitation / Actif économique

Tel que : **Actif économique = Actif immobilisé + BFRE**

Conclusion

L'analyse financière par la méthode des ratios constitue un outil incontournable du diagnostic financier de l'entreprise. En établissant des rapports significatifs entre différentes données comptables et financières, les ratios permettent de dépasser la simple lecture des états financiers et d'apprécier objectivement la situation économique, financière et patrimoniale de l'entreprise. Ils facilitent ainsi l'interprétation des performances et mettent en évidence les forces, les faiblesses ainsi que les éventuels déséquilibres de la structure financière.

Les ratios de structure ont permis d'évaluer la solidité financière de l'entreprise, son niveau d'autonomie vis-à-vis des créanciers, la qualité du financement de ses investissements ainsi que sa capacité à faire face à ses engagements à court terme grâce aux différents indicateurs de liquidité. Les ratios de rotation, quant à eux, ont apporté des informations essentielles sur l'efficacité de la gestion du cycle d'exploitation en mesurant la vitesse de renouvellement des stocks et les délais moyens de règlement des créances clients et des dettes fournisseurs. Enfin, les ratios de rentabilité ont permis d'apprécier la capacité de l'entreprise à générer des résultats à partir des ressources mises à sa disposition, qu'il s'agisse des capitaux investis par les actionnaires ou des actifs économiques mobilisés dans le cadre de son activité.

Toutefois, l'interprétation des ratios ne peut être pertinente que si elle s'inscrit dans une démarche comparative. Leur analyse doit être effectuée dans le temps afin de mesurer l'évolution des performances de l'entreprise, mais également dans l'espace, en les comparant aux normes du secteur d'activité ou à celles des principaux concurrents. Pris isolément, un ratio fournit une information limitée ; c'est leur combinaison et leur évolution qui permettent d'établir un diagnostic financier fiable et pertinent.

Ainsi, l'analyse par les ratios complète efficacement l'étude des équilibres financiers en offrant une vision plus approfondie de la solvabilité, de la liquidité, de l'efficacité de gestion et de la rentabilité de l'entreprise. Elle constitue un véritable outil d'aide à la décision pour les dirigeants, les investisseurs, les établissements financiers et l'ensemble des partenaires de l'entreprise.

Le chapitre suivant sera consacré à l'analyse de l'activité de l'entreprise à travers l'étude des soldes intermédiaires de gestion et des principaux indicateurs de performance. Cette analyse permettra d'apprécier le processus de création de richesse, la formation du résultat ainsi que la capacité de l'entreprise à générer des ressources durables nécessaires à son développement et à sa pérennité.

Chapitre 4 : Analyse de l'activité

Introduction

L'analyse de l'activité fait référence à l'examen de la qualité de l'exploitation de l'entreprise. Pour y parvenir, la disposition d'un Tableau des Comptes de Résultats (TCR) est indispensable. Un premier groupe d'indicateurs, à savoir les Soldes Intermédiaires de Gestion, est calculé et ce en vue de porter un jugement objectif sur la performance de l'activité de l'entreprise d'une parte et la génération de son résultat final d'autre part. dans un second temps, est calculée la Capacité d'autofinancement « CAF ».

I. Les soldes intermédiaires de gestion (SIG)

L'analyse de l'activité de l'entreprise et de sa performance est faite essentiellement par le calcul des soldes intermédiaires de gestion (SIG) qui sont une série d'indicateurs économiques qui permettent d'évaluer la performance opérationnelle d'une entreprise. Ils fournissent une vision détaillée de la manière dont l'entreprise a généré ses revenus, géré ses coûts et obtenu sa marge bénéficiaire. Les SIG sont utilisés par les gestionnaires, les analystes financiers et les investisseurs pour comprendre la performance de l'entreprise, identifier les domaines qui nécessitent une attention particulière et prendre des décisions éclairées en matière de gestion financière.

Les principaux indicateurs des SIG sont :

- **Solde n°1 : la marge commerciale (MC)**

La marge commerciale est l'indicateur fondamental des entreprises commerciales (qui achètent les biens pour les revendre à l'état, sans transformation) et des entreprises industrielles qui exercent une activité commerciale. Elle représente l'excédent des ventes sur le coût d'achat des marchandises vendues.

Elle se calcule comme suit :

MC = ventes de marchandises – cout d'achat des marchandises vendues.

Tel que :

Cout d'achat des marchandises vendues = achats des marchandises ± variation de stocks de marchandises

⇨ Solde N° 02 : Production de l'exercice (PE)

Ce solde concerne les entreprises qui réalisent des activités industrielles (fabrication de produits, construction, …) et les prestataires de services (transport, …) et il permet de mesurer ce que l'entreprise a réellement produit pendant l'exercice.

La production de l'exercice est le cumul de toutes les productions, quelle que soit leur destination : la vente, le stockage, l'immobilisation dans l'entreprise.

Production de l'exercice = production vendue + production stockée ou déstockée + production immobilisée.

Remarque : L'évaluation n'est pas homogène

- La production vendue (PV) est évaluée au prix de vente.
- La production stockée (PS) est évaluée au coût de production.
- La production immobilisée (PI) est évaluée au coût de revient.

⇨ Solde N° 03 : Valeur ajoutée (VA)

La Valeur Ajoutée (VA) correspond à la richesse créée par une entreprise au cours d'une période donnée, généralement un exercice comptable. Elle est donc considérée comme un indicateur de la performance économique de l'entreprise. Elle représente la différence entre la valeur de la production (PE) et les consommations intermédiaires, c'est-à-dire les achats de biens et de services nécessaires à la production.

Elle se calcule comme suit :

VA = MC + production de l'exercice – consommations de l'exercice en provenance de tiers

Tel que :

Consommation de l'exercice en provenance de tiers = achats des matières premières ± variation de stocks + autres achats et charges externes.

⇨ Solde N° 04 : Excédent brut d'exploitation (EBE)

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) est un solde intermédiaire de gestion très important, car Il mesure la capacité de l'entreprise à générer des bénéfices à partir de son activité principale, avant déduction des charges financières et fiscales.

Le calcul de l'EBE permet de :

- Comparer la rentabilité économique entre deux entreprises d'un même secteur ;
- Étudier la rentabilité réelle et la maîtrise des coûts ;
- Analyser la performance des activités opérationnelles sur une période donnée ;
- Évaluer et calculer la capacite d'autofinancements en établissant des statistiques.

EBE = VA + subventions d'exploitation – impôts, taxes et versements assimilés – charges de personnel

Remarque

Il est calculé sans tenir compte des charges financières liées à ses moyens de financement, hors amortissements et dépréciations.

Si le solde est négatif, cela indique une insuffisance brute d'exploitation, c'est-à-dire une impossibilité de dégager un potentiel de trésorerie au niveau de l'exploitation.

⇨ Solde N° 05 : Le Résultat d'Exploitation (RE)

Le Résultat d'Exploitation (RE), également appelé Résultat opérationnel (RO), est un indicateur économique qui mesure la performance d'une entreprise en termes de sa capacité à

générer des bénéfices à partir de ses activités principales, c'est-à-dire celles qui sont liées à son métier de base. Il ne prend en considération que les éléments d'exploitation indépendamment de sa politique de financement et de sa stratégie fiscale car il est calculé avant les charges financières et sans tenir compte de l'imposition des bénéfices.

Il se calcule comme suit :

RE = EBE+ reprises sur charges et transferts de charges + autres produits opérationnels – dotations aux amortissements et aux provisions – autres charges

- **Solde N° 06 : Résultat courant avant impôt (RCAI)**

Le Résultat courant avant impôt (RCAI) est un élément important dans l'analyse financière d'une entreprise car il montre si elle est capable de générer suffisamment de bénéfices pour couvrir ses dépenses quotidiennes avant de payer des impôts ; cela peut aider les investisseurs à évaluer la santé financière de l'entreprise et à prendre des décisions d'investissements éclairées

Il se calcule comme suit **:**

RCAI = RO ± quote-part de résultat sur opération faites en communs + résultat financier.

Tel que :

Résultat financier = produits financiers – charges financières

- **Solde N° 07 : Résultat exceptionnel (Le résultat hors exploitation) (RE)**

C'est un résultat des opérations non courantes de l'entreprise. Il permet d'apprécier l'influence des opérations exceptionnelles sur le résultat final.

Il se calcule comme suit :

- **Solde N° 08 : Résultat net de l'exercice (RE)**

Le résultat net de l'exercice reflète la performance globale de l'entreprise au cours de la période considérée, en prenant en compte toutes les activités d'exploitation, de financement et d'investissement de l'entreprise. Il est important pour les investisseurs et les parties concernées car il peut impacter la santé financière globale de l'entreprise et son potentiel de croissance future.

Un résultat net positif signifie que l'entreprise a réalisé un bénéfice net au cours de l'exercice, tandis qu'un résultat net négatif indique que l'entreprise a subi une perte.

Il se calcule comme suit :

Résultat de l'exercice = total des produits – total des charges.

Résultat de l'exercice = RCAI + résultat exceptionnel – participations des salaries

Exemple d'application : le tableau ci-dessous présente les principales rubriques du compte résultat de la société « **Y** » :

Produits et charges (hors taxes)	**Exercice (N)**
Produits d'exploitation :	
Production vendue (biens et services)	49966
Production stockée et immobilisée	960
Reprise sur provision (et amortissements), transferts de charges	428
Autres produits d'exploitation	218
Total	**51572**
Charges d'exploitation :	
Achat de matières premières et autres approvisionnements	26400
Variation de stock	-220
Autres achats et charges externes	14980
Impôts, taxes et versement assimilés	250
Salaires et traitements	2730
Dotations aux amortissements	3560
Dotations aux provisions d'exploitation	500
Autres charges d'exploitation	360
Total	**48560**
Produits financiers	96
Total	**96**
Charges financières	
Dotations aux amortissements et aux provisions	100
Intérêts et charges assimilées	482

Total	**582**
Produits exceptionnels	
Produits sur les opérations exceptionnelles de gestion	34
Produis de cession d'éléments d'actif	832
Total	**866**
Charges exceptionnelles	
Produits sur les opérations exceptionnelles de gestion	338
Dotations aux amortissements et aux provisions	100
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	370
Total	**808**
Participations des salariées aux résultats	**190**
Impôts sur les bénéfices	**920**

Questions :

1) Dégagez les soldes intermédiaires de gestion pour l'exercice (N)?

Solution de l'exercice d'application

1) Le calcul des soldes intermédiaires de gestion pour l'exercice (N)

Produits (+)	Montant	Charges (-)	Montant	Soldes intermédiaires de gestion	Montant
Production vendue **Production stockée et immobilisée**	**49966** **960**	**_**	**_**	**Production de l'exercice**	**50926**
Production de l'exercice **Marge commerciale**	**50926** **00**	**CEPT :** **Achat de matières premières** **Variation de stock** **Autres achats externes**	**26400** **-220** **14980**	**Valeur ajoutée**	**9766**
Valeur ajoutée **Subvention d'exploitation**	**9766** **0**	**Charges de personnels** **Impôts et taxes**	**2730** **250**	**EBE**	**6786**
EBE **Reprise sur provision (et amortissements** **Autres produits d'exploitation**	**6786** **428** **218**	**Dotations aux amortissements** **Dotations aux provisions** **Autres charges d'exploitation**	**3560** **500** **360**	**Résultat d'exploitation**	**3012**

Résultat d'exploitation **Produits financiers**	**3012** **96**	**Charges financières**	**582**	**Résultat courant avant impôt (RCAI)**	**2526**
Produits exceptionnels : **-Sur op de gestion** **-Cession d'actifs**	 **34** **832**	**Charges exceptionnelles :** **-Sur op de gestion** **-Dotation exceptionnelle** **- Valeur comptable des éléments cédés**	 **338** **100** **370**	**Résultat exceptionnel**	**58**
RCAI **Résultat exceptionnel**	**2526** **58**	**Participations des salariées aux résultats** **Impôts sur bénéfices**	**190** **920**	**Résultat net**	**1474**
Produits de cession d'élément d'actifs	**832**	**Valeur comptable des éléments d'actifs cédés**	**370**	**Plus-value**	**462**

On a :

- **La production d'exercice = production vendue +production stockée+ production immobilisée =** 49966+ 960=50926.
- **Marge commerciale= vente de marchandise – coût d'achat de marchandises vendue (c'est une entreprise industrielle donc cette marge commerciale = 0-0= 0).**
- **La valeur ajoutée (VA)= production de l'exercice+marge commerciale-la consommation de l'exercice en provenance de tiers (CEPT)**
- **La consommation de l'exercice en provenance de tiers (CEPT)= Achat de marchandises+ Achat de matières premières et autres approvisionnements +Variation de stock +Autres achats et charges externes =**26400-220+14980=41160

  Donc , **La valeur ajoutée (VA)=**50926+00-41160=9766.
- **L'excédent brut d'exploitation (EBE) = VA (La valeur ajoutée) + subvention d'exploitation-impôt-charges de personnel=**9766+00-250-2730= 6786
- **Le résultat d'exploitation = EBE + Reprise sur provision et transfert de change+ autres produits- Dotations aux amortissements et aux provisions – autres charges** = 6786+428+218-3560-500-360=3012.
- **Les résultats courants avant impôt (RCAI) = RE+ Quotes-parts de résultat sur opération faites en commun+produits financiers –charges financières**

  = 3012+96-582=2526.
- **Résultat exceptionnel = ∑produits exceptionnels –∑charges exceptionnelles**

= (34+832)-(338+100+370)=58.

- **Résultat d'exercice (net) = Les résultats courants avant impôt (RCAI) + Résultat exceptionnel -participation des salaires-impôts sur les bénéfices.**

  = 2526+58-190-920=1474.

  - **Plus ou moins-values sur cession d'élément d'actif = produits de cession d'élément d'actif-valeur comptable des éléments d'actif cédés**=832-370=462 **(plus-value).**

II. L'analyse par La capacité d'autofinancement (CAF)

La capacité d'autofinancement correspond à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion d'une entreprise et dont elle pourrait disposer pour couvrir ses besoins financiers. Elle se calcule par deux méthodes :

1. La méthode soustractive ou descendante (par de l'EBE) :

CAF = Excédent brut d'exploitation + transfert de charges ± autres produits et autres charges + produits financier (sauf reprise) – charges financière (sauf dotation) + produits exceptionnel (sauf reprise) – charges exceptionnels (sauf dotation) – participations des salariés – impôt sur le bénéficie

2.La méthode additive ou ascendante (par le résultat net) :

CAF = résultat de l'exercice + dotations aux amortissements et provisions – reprises sur amortissements et provisions + valeur comptable des éléments d'actifs cédés – produits de cessions d'immobilisations – subvention d'investissements virées au résultat de l'exercice

Exemple d'application : prenons e cas de l'exemple d'application précédent et calculons la capacité d'autofinancement de l'entreprise « Y »

2) **La capacité d'autofinancement de la société « Y « » avec les deux méthodes :**

a) **La méthode additive :**

Résultat de l'exercice (net)	**1474**
Dotations aux amortissements	3560
Dotations aux provisions d'exploitation	500
Dotations aux amortissements et aux provisions exceptionnelles financières	100
Reprise sur provision (et amortissements)	(428)
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	370
Produits de cession d'élément d'actifs	(832)
CAF	**4844**

CAF = Résultat de l'exercice (net) + Dotations aux amortissements +Dotations aux provisions d'exploitation + Dotations aux amortissements et aux provisions exceptionnelles - Reprise sur provision (et amortissements) +Valeur comptable des éléments d'actifs cédés - Produits de cession d'élément d'actifs-Quotes-parts de résultat sur opération faites en commun= 1474+3560+500+100-428+370-832-00=4844.

La méthode soustractive :

EBE	**6786**
+ Transfert de charges d'exploitation	00
+Autres produits d'exploitation	218
- Autres charges d'exploitation	(360)
+ **- Quotes-parts de résultat sur opération faites en commun**	00
+Produits financiers	96
- Intérêts et charges assimilées (charges financières)	(482)
+ Produit exceptionnels sur opération de gestion	34
-Charges exceptionnels sur opération de gestion	(338)
-Participations des salariées aux résultats	(190)
-Impôts sur bénéfices	(920)
CAF	**4844**

Conclusion

L’analyse de l’activité constitue un complément indispensable au diagnostic financier de l’entreprise, dans la mesure où elle permet d’apprécier la performance économique de son exploitation et sa capacité à créer de la richesse. À partir du Tableau des Comptes de Résultat (TCR), les Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG) mettent en évidence les différentes étapes de la formation du résultat, depuis la production ou la marge commerciale jusqu’au résultat net de l’exercice.

L’étude successive de la production de l’exercice, de la valeur ajoutée, de l’excédent brut d’exploitation, du résultat d’exploitation, du résultat courant avant impôt, du résultat exceptionnel et du résultat net permet d’identifier les facteurs qui contribuent à la création de valeur ainsi que les postes susceptibles d’affecter la rentabilité de l’entreprise. Ces indicateurs offrent une vision détaillée de la performance opérationnelle et facilitent l’évaluation de l’efficacité de la gestion des ressources, de la maîtrise des coûts et de la rentabilité de l’activité.

Par ailleurs, la capacité d’autofinancement (CAF) représente un indicateur fondamental de la santé financière de l’entreprise. Elle mesure les ressources internes générées par l’activité, indépendamment des opérations exceptionnelles et des modalités de financement. Une capacité d’autofinancement élevée traduit la faculté de l’entreprise à financer ses investissements, à rembourser ses dettes, à rémunérer ses actionnaires et à assurer son développement sans dépendre excessivement de ressources externes. À l’inverse, une CAF insuffisante peut révéler une fragilité financière et limiter les perspectives de croissance.

Ainsi, les Soldes Intermédiaires de Gestion et la capacité d’autofinancement constituent des outils essentiels d’analyse financière. Leur interprétation conjointe permet non seulement d’apprécier la rentabilité et la performance économique de l’entreprise, mais également d'évaluer sa capacité à générer des flux financiers durables, garants de sa pérennité. Associés à l’analyse des équilibres financiers et des ratios, ces indicateurs offrent une vision globale et cohérente de la situation financière de l’entreprise et constituent une base solide pour la prise de décision stratégique, financière et opérationnelle.

Chapitre V : Etudes de cas avec corrigés

Etude de cas : entreprise « ALPHA »

L'entreprise « ALPHA » souhaiterait demander un crédit bancaire afin de pouvoir garantir le financement de sa nouvelle chaîne de production dont le coût global avoisine les **2.500.000DA**. Pour répondre à la demande de l'entreprise, la banque s'est contentée, dans un premier temps, d'analyser le bilan de fin de l'exercice 2011 **(voir annexe).**

Vous disposez par ailleurs, des informations complémentaires suivantes :

- Les titres de participation enregistrent une augmentation de l'ordre de **8.000DA**.
- La provision pour dépréciation des clients n'est plus justifiée.
- L'entreprise a bloqué **58.000DA** de ses dépôts bancaires pour financer une opération d'importation d'équipements de production.
- Le stock de sécurité des matières premières et fournitures représente **1/6** du stock final. Sachant qu'au début de l'année 2011, le comptable avait enregistré par erreur un montant de **15000DA** des matières et fournitures dans le compte « produits finis ».
- La production stockée représente ¼ de la production totale.
- Le stock de sécurité des produits finis représente **1/5** de la production vendue, alors que le stock initial de ceux-ci s'élève à **50.000DA**.
- **40.000DA** du résultat seront affectés aux réserves et au compte « report à nouveau » (Sachant que le report à nouveau ne doit pas dépasser **10%** du montant du capital émis). Le solde restant sera distribué aux associés dans les mois qui viennent.
- La provision pour charges est justifiée à raison de **35.000DA**. Elle sera réservée pour se prémunir contre un risque lointain.

Annexe : Bilan de fin d'exercice 2011. **Unité : DA**

Actif	**Montant brut**	**Amort/ prov**	**Montant net**	**Passif**	**Montant**
Comptes d'immobilisations				***Comptes de capitaux***	
Constructions	250.000	45.000	205.000	Capital émis	400.000
Instal. Techniques	120.000	56.000	64.000	Réserves	100.000
Autres immob.corp	362.000	128.000	234.000	Résultat de l'exercice	**??????**
Participations	90.000	/	90.000	Report à nouveau	20.000
				Prov pour charges	65.000
Comptes de stocks				Emprunts et dettes assimilés	178.000
Mat 1ères et fournitures	60.000	/	60.000		
Produits finis	135.000	/	135.000	***Comptes de tiers***	
				Fournisseurs et cptes rattachés	92.000
Comptes de tiers				Détention pour compte	55.000
Clients et comptes rattachés	45.000	15000	30.000	Personnel et cptes rattachés	36.500
				Concours bancaires courants	16.500
Comptes financiers					
Banques comptes courants	128.000	/	128.000		
Caisse	92.000	/	92.000		
Total général	**1282000**	**244000**	**1.038.000**	**Total général**	**1.038.000**

Travail à faire

III. Construire le bilan financier détaillé et de grandes masses.

IV. Etudier les équilibres structurels du bilan.

V. Analyser l'état de sa structure financière. Qu'en concluez-vous ?

Solution de l'étude de cas 'ALPHA'

- **Actif du bilan financier**

Désignation	**VNC**	**Ecart**	**VR**	**Reclassements**	**Montant Final**
Actif Fixe					**713.500**
Constructions	205.000		205.000		205.000
Instal. Techniques	64.000		64000		64000
Autres immob.corp	234.000		234000		234000
Participations	90.000	**+8000**	98000		98000
Banque				**+58000**	58000
Stock-outil Mat et fournitures				**+12500**	12500
Stock-outil Mat et fournitures				**+42000**	42000
Actif circulant					**347.500**
Valeurs d'Exploitation					**140.500**
Mat 1ères et fournitures	60.000	**+15000**	75000	**-12500**	62500
Produits finis	135.000	**-15000**	120000	**-42000**	78000
Valeurs Réalisables					**45.000**
Clients et comptes rattachés	30.000	**+15000**	45000		45000
Valeurs disponibles					**162.000**
Banques comptes courants	128.000			**-58000**	70000
Caisse	92.000		92.000		92.000

Total Général	**1.038.000**	**+23000**	1.061.000	**-**	**1.061.000**

- **Passif du bilan financier**

Désignation	**Valeur compt**	**Reclassements**	**Montant final**
Capitaux permanents			**817.000**
Capitaux propres			**604.000**
Capital émis	400.000		400.000
Réserves	120.000	**+21000**	141.000
Report à nouveau	40.000		40.000
Prov pour charges	65.000	**-35000** **-9000** **-21000**	000
Écart de réévaluation	**+23.000**		23000
DLMT			**213.000**
Emprunts et dettes assimilées	178.000		178.000
Provision pour charge à LT		**+35000**	35.000
Dettes à court terme			**244.000**
Fournisseurs et cptes rattachés	92.000		92.000
Détention pour compte	55.000		55.000
Personnel et cptes rattachés	36.500		36.500
Concours bancaires courant	16.500		16.500
Associés	35.000		35.000

Impôt latent		**+9000**	9.000
Total général	**1.061.000**		**1.061.000**

2. les indicateurs de l'équilibre financier

FRN= **103.500**

BFR= **-42.000**

TR= **145.500**

L'entreprise est équilibrée financièrement.

3.l'état de la structure financière

Ratio de financement permanent = **1,15**

R de financement propre = **0,85**

R de financement des investissements **= 0,67**

R de financement total **= 0,57**

R d'autonomie financière **= 1,32**

R de liquidité générale **= 1,63**

R de liquidité réduite **= 0,76**

R de liquidité immédiate **= 0,66**

Conclusion : Tous les ratios indiquent que l'entreprise possède une structure financière saine et solide.

Étude de cas : SPA CEREALIA

On vous présente dans ce qui suit les extraits des comptes (de patrimoine et de gestion) après affectation des résultats de la SPA « CREALIA », spécialisée dans la production de pâtes alimentaires. Dans l'objectif de présenter un rapport détaillé à ses dirigeants et actionnaires au cours de l'année 2013, elle vous demande de réaliser une synthèse financière de ses comptes.

Bilan après affectation du résultat de l'exercice 2012 (unité : DA)

Actif	**Montant**	**Passif**	**Montant**
Comptes d'immobilisations	**5.100.700**	***Comptes de capitaux***	**7.055.500**
Logiciels	120.000	Capital émis	6.700.00
Terrains	601.000	Réserves	176.700
Bâtiments	987.000	Subventions d'équipements	24.000
Matériel et outillage	688.000	Emprunts et dettes assimilées	154.800
Matériel de transport	2.100.000		
Matériel de bureau	452.500	***Comptes de tiers***	**1.189.060**
Matériel informatique	63.000	Fournisseurs et comptes rattachés	98.700
Participations	89.200	détention pour compte	121.500
		personnel et comptes rattachés	153.000
Comptes de stocks	**2.380.300**	organismes sociaux et comptes rattachés	728.560
Marchandises	441.000	concours bancaires courants	87.300
Mat 1ères et fournitures	672.100		
Autres approvisionnements	411.200		
En-cours de production	235.000		
Produits finis	621.000		
Comptes de tiers	**493.300**		
Clients et comptes rattachés	471.800		
Effets à recevoir	21.500		
Comptes financiers	**270.260**		
Banques comptes courants	186.910		
Caisse	83.350		
Total général	**8.244.560**	**Total général**	**8.244.560**

- **Travail à faire**

Il vous est demandé d'élaborer un diagnostic financier à partir des données de cette société. Pour cela, il est indispensable de procéder aux rectifications nécessaires sur la base des informations suivantes :

Les réévaluations

- Les logiciels informatiques n'ayant pas aboutis sur des résultats tangibles et exploitables seront considérés comme des non-valeurs.
- Les terrains et les bâtiments sont sous-évalués de 10 et 15% respectivement.
- Ayant enregistré une détérioration physiques, le stock de marchandises doit être réduit de 5%. Sachant que les stocks de sécurité des marchandises et des produits finis représentent 10% de leurs valeurs respectives.

Les reclassements

- Parmi les participations de l'entreprise figurent des bons détenus sur le trésor public d'une valeur de 11.200 DA, encaissables au cours de l'année 2013. Sachant que 20% de la valeur des participations restantes représentent des actions acquises dans un objectif de spéculation à court terme.
- Les créances clients comportent une part de 15% due sur un client qui règlera dans 15 mois.
- 10% des effets à recevoir seront échus dans 18 mois.
- Un dixième des emprunts bancaires seront remboursés dans 12 semaines.
- Les dettes fournisseurs sont composés d'une somme de 23.500 DA relative à une livraison réglable dans plus d'une année.

Les réintégrations

- Les effets à recevoir sont encaissables durant l'année. Cependant, un effet de commerce d'une valeur de 17.000 DA a déjà été escompté. Il réintégrera le bilan de l'entreprise dans un délai de 3 mois.

1. **Construire le bilan financier de la société CEREALIA.**
2. **Comment se présente sa structure financière ?**

Solution du cas SPA CEREALIA

- **Actif du bilan financier**

	VNC	**Écart**	**VR**	**reclass**	**Montant final**
AF	**5.100.700**				**5.338.965**
Logiciels	120.000	-120.000	000		000
Terrains	601.000	+60.100	661.100		661.100
Bâtiments	987.000	+148050	1.135.050		1.135.050
Matériel et outillage	688.000				688.000
Matériel de transport	2.100.000				2.100.000
Matériel de bureau	452.500				452.500
Matériel informatique	63.000				63.000
Participations	89.200	-	89.200	-11.200 -15.600	62.400
Stock-outil marchandises				+41.895	41.895
Stock-outil produits finis				+62.100	62.100
Clients				+70770	70770
Effets à recevoir				+2150	+2150
AC					**2.988.695**
VE	**2.380.300**				**2.254.255**

Marchandises	441.000	-22050	418.950	-41.895	377.055
Mat 1ères et fournitures	672.100				672.100
Autres approvisionnements	411.200				411.200
En-cours de production	235.000				235.000
Produits finis	621.000	-	621.000	-62.100	558.900
VR	**493.300**				**448.580**
Clients et comptes rattachés	471.800			-70770	401.030
Effets à recevoir	21.500			-2150	19.350
Participations (CT)				+11.200	11.200
EENE					***17.000***
VD	**270.260**				**285.860**
Banques comptes courants	186.910				186.910
Caisse	83.350				83.350
Participations (VMP)				+15.600	15.600
Total général	**8.244.560**	**+66.100**	**8.310.660**	-	**8.327.660**

- **Passif du bilan financier**

Désignation	**VC**	**Reclassements**	**Montant final**
Capitaux permanents			**7.129.620**
Capitaux propres			**6.966.800**
Capital émis Réserves Subventions d'équipements **Écart de réévaluation**	6.700.00 176.700 24.000		6.700.000 176.700 24.000 **66.100**
DLMT	**154.800**		**162.820**
Emprunts et dettes assimilées	154.800	-15.480	139.320
Fournisseurs		+23.500	23.500
DCT	**1.189.060**		**1.198.040**
Fournisseurs et comptes rattachés	98.700	-23.500	75.200
Détention pour compte	121.500		121.500
Personnel et comptes rattachés	153.000		153.000
Organismes sociaux et comptes rattachés	728.560		728.560
Concours bancaires courants	87.300		87.300
Emprunts (CT)		+15.480	15.480
EENE			***17.000***
Total général	**8.310.660**		**8.327.660**

3. Analyse de la structure financière de l'entreprise « BETA »

- Analyse des équilibres de la structure financière

- ***FRN = 1.790. 655***
- ***BFR = 1.592.095***
- ***TR = 268.860***

Le FRN a absorbé le BFR et un excédent de TR est enregistré. La structure est stable et équilibrée.

- L'analyse par la méthode des ratios

Ratio de financement permanent = **1,34**

R de financement propre = **1,30**

R de financement des investissements = **0,64**

R de financement total = **0,84**

R d'autonomie financière = **5,12**

R de liquidité générale = **2,49**

R de liquidité réduite = **0,61**

R de liquidité immédiate = **0,24**

Conclusion : les ratios indiquent que la structure est saine et sans aucune anomalie apparente.

Etude de cas « BETA »

On vous communique en annexe le bilan de fin d'exercice 2013 d'une entreprise industrielle surnommée « BETA ». Par ailleurs, dans le souci de procéder à un diagnostic financier, vous disposez des informations complémentaires suivantes :

- Après expertise, une baisse de l'ordre de **20%** est constatée pour les équipements de production.
- L'amortissement du matériel de transport doit être élevé de **5000DA**.
- Suite à l'augmentation du cours de la bourse, La moitié des titres de participation de l'entreprise produira une plus-value de **15%**.
- La provision pour dépréciation des stocks de matières premières n'est plus justifiée et le stock-outil représente **1/5** du stock final.
- Le stock de produits finis est constitué de **1000** unités, parmi celles-ci **40** unités ont connu des détériorations physiques. A noter que le stock-outil de ces produits représente ¼ de leur valeur nette comptable.
- L'entreprise a constitué une créance sur un client douteux d'une valeur de **10.000DA**.
- **100.000DA** de la provision pour pertes et charges sont justifiés et ils seront consacrés à des travaux que l'entreprise compte réaliser dans deux ans. **IBS : 23%.**
- **40%** du montant du résultat seront mis en réserves, la moitié de ce qui reste constitue un report un nouveau et le reste sera distribué dans les mois qui viennent.

T.A.F

1. Présenter le bilan financier détaillé et de grandes masses.

2. Etudier les équilibres financiers. Qu'en concluez-vous ?

3. Procéder à une analyse par la méthode des ratios. Qu'en dites-vous ?

Annexe : Bilan de fin d'exercice 2013 de l'entreprise « BETA »

Unité : DA

Actif	**Montant brut**	**Amort/ prov**	**Montant net**	**Passif**	**Montant**
Comptes d'immobilisations	**1.324.000**	**572.000**	**752.000**	***Comptes de capitaux***	**1.010.000**
Equipements de production	900.000	470.000	**430.000**	Capital émis	**750.000**
Materiel et outillage	192.000	52.000	**140.000**	Réserves	**80.000**
Matériel de tansport	152.000	50.000	**102.000**	Résultat de l'exercice	**40.000**
Participations	80.000	/	**80.000**	Provisions pour charges	**140.000**
Comptes de stocks	**340.000**	**30.000**	**310.000**	**Emprunts et dettes assimilées**	**320.000**
Mat 1ères et fournitures	200.000	30.000	**170.000**		
Produits finis	140.000	/	**140.000**	***Comptes de tiers***	**190.000**
				Fournisseurs et cptes rattachés	**50.000**
Comptes de tiers	**239.000**	**20.000**	**219.000**	Détention pour compte	**80.000**
Clients et comptes rattachés	100.000	20.000	**80.000**	Personnel et cptes rattachés	**40.000**
Effets à recevoir	120.000	/	**120.000**	Concours bancaires courants	**20.000**
Factures à établir	19.000	/	**19.000**		
Comptes financiers	**239.000**		**239.000**		
Banques comptes courants	130.000	/	**130.000**		
Caisse	109.000	/	**109.000**		
Total général	**1.142.000**	**622.000**	**1.520.000**	**Total général**	**1.520.000**

Solution du cas de l'entreprise « BETA »

a. Le bilan financier

- **Actif du bilan financier**

ACTIF	**VNC**	**Ecart**	**VR**	**Recl**	**Montant final**
Actif fixe					**712.000**
Equipements de prod	430.000	-86000	344.000		344.000
Matériel et outillage	140.000				140.000
Matériel de transport	102.000	-5.000	97.000		97.000
Participations	80.000	+6.000	86.000		86.000
Stock-outil MP				+40.000	40.000
Client douteux				+10.000	10.000
Actif circulant					**747.400**
VE					**259.400**

Mat et fournitures	170.000	+30.000	200.000	-40.000	160.000
Produits finis	140.000	-5.600	134.000	-35.000	99.400
VR					**209.000**
Clients	80.000		80.000	-10.000	70.000
Effets à recevoir	120.000		120.000		120.000
Factures à établir	19.000		19.000		19.000
VD					**279.000**
Banques	130.000		130.000		130.000
Caisse	109.000		109.000		109.000
Total général	1.520.000	**-60.600**			**1.459.400**

➢ Passif du bilan financier

PASSIF	**Valeur comp**	**recl**	**Montant final**
Cap permanents			**1.248.200**
Cap propres			**828.200**
Capital émis	750.000		750.000
Réserves	96.000	+30.800	126.800
Ecart de réévaluation	**-60.600**		-60.600
Provisions pour charges	140.000	-100.000 -9.200 -30800	000
Report à nouveau	12.000		12.000
DLMT			**420.000**
Emprunts à LT	320.000		320.000

Prov justifiée		+100.000	100.000
DCT			**211.200**
Fournisseurs	50.000		50.000
Détention pour compte	80.000		80.000
Personnel	40.000		40.000
Concours bancaires	20.000		20.000
Impôt latent		+9.200	9.200
Distribution de résultat	12.000		12.000
Total général	**1.520.000**		**1.459.400**

b. Les indicateurs de l'équilibre :

FRN=536.200

BFR=277.200 ⟶ **TR=259.00**

Chapitre VI : Etude des flux et des mouvements financiers

Introduction

Les chapitres précédents ont permis de montrer l'insuffisance de l'approche statique et entreprendre une première démarche en termes de flux : en effet la variation d'un poste du bilan conduit à opérer une différence entre les emplois ou les ressources. Donc à dégager un flux d'emplois ou de ressources. L'étude de cette approche dynamique par les flux permettra de dégager les grandes lignes de construction des outils spécifiques d'analyse financière qui sont **le tableau de financement** et le **tableau de trésorerie.**

Les tableaux de flux d'emplois et de ressources peuvent être classés en deux grandes familles :

- Les tableaux de flux explicatifs avant tout de la variation du fonds de roulement, avec raccordement de cette variation à celle de la trésorerie, par l'intermédiaire de la variation du besoin en fonds de roulement. Ces tableaux privilégient ainsi, la relation existante entre fonds de roulement, besoin en fonds de roulement et la trésorerie.

- les tableaux de flux explicatifs avant tout de la variation de trésorerie et analysant le Flux de Trésorerie d'Exploitation (F.T.E), le Flux de Trésorerie d'Investissement (F.T.I) et le Flux de Trésorerie de Financement (F.T.F).

L'évolution actuelle semble faire une place toujours plus importante à cette dernière famille.

I. Flux d'emplois et de ressources : Le tableau de financement

Le tableau de financement ne constitue pas un document obligatoire, mais fait partie des documents dont la publication est largement recommandée par les praticiens de la finance. Le tableau de financement est un document financier annuel traçant toutes les opérations ayant affecté les emplois et les ressources de l'entreprise au cours d'un exercice donné.

Par opposition au bilan, qui dresse l'état des emplois et des ressources à un moment donné (notion de stocks), le tableau de financement établit les variations d'emplois et de ressources intervenues au cours d'une période de référence (notion de flux). Soulignons cependant le lien existant entre ces deux documents, puisque le

tableau de financement n'est autre que la traduction chiffrée et détaillé du passage du bilan de l'année N au bilan de l'année N+1.

1. Objectifs d'élaboration du tableau de financement

La relation :

Trésorerie = Fonds de Roulement Net – Besoins en Fonds de Roulement, mérite une attention particulière.

L'évolution de la trésorerie (TR) doit être non seulement suivie, mais expliquée pour réaliser un diagnostic rationnel et fiable sur la situation financière de l'entreprise.
Le raisonnement en termes de variation, c'est-à-dire en termes de flux, étant particulièrement satisfaisant, la relation précédente sera mise en œuvre aussi en termes de variation, soit : **ΔTR =ΔFRN – ΔBFR.**

La démarche consiste ensuite à rechercher les éléments déterminants respectivement la variation du fonds de roulement net (FRN) et du besoin en fonds de roulement (BFR), pour expliquer celle affectant la trésorerie (TR). Ces concepts se dégageant du bilan, il s'agit de mettre en évidence les flux financiers à partir de deux (02) bilans successifs.

Les principales fonctions du tableau de financement sont :

- Le tableau de financement de l'exercice écoulé permet d'assurer le lien entre le bilan d'ouverture et le bilan de clôture de l'exercice. Il montre clairement quelles sont les ressources nouvelles dont a pu disposer l'entreprise au cours de l'exercice, et la manière dont elle a affecté ces ressources.

Etabli à titre historique, sur plusieurs années consécutives, le tableau de financement constitue pour le prêteur (banquier) un document essentiel permettant d'expliciter l'évolution des structures et notamment, celle du taux de couverture.

- Le tableau de financement peut également être utilisé comme instrument prévisionnel, il permet alors au banquier de prévoir les besoins nouveaux de l'entreprise au cours de l'exercice à venir ainsi que, d'anticiper les évolutions probables de la structure financière et de la trésorerie.

2. Principes d'établissement du tableau de financement

Le tableau du financement comporte deux parties :

- La première partie explique la variation du fonds de roulement, aussi, on distingue les emplois et les ressources intervenant dans la variation du fonds de roulement (F.R.N). Les postes de réserves, amortissements et résultat n'apparaissent pas séparément mais, sous une ligne unique intitulée : capacité d'autofinancement classée en ressources. D'ailleurs les postes du bilan ne sont pas repris de la même manière dans cette première partie : pour les immobilisations s'il s'agit de cessions elles constituent des ressources, s'il s'agit d'acquisition elles représentent des emplois.

- La deuxième partie présente successivement :

- La variation du Besoin en Fonds de Roulement : on inscrit les emplois et les ressources intervenant dans cette variation. En fait contrairement aux opérations concernant la 1ère partie, on se contente de porter la variation nette de chacun des postes du bilan sans chercher à séparer les emplois et les ressources : on obtient donc pour chaque poste une ressource ou un emploi net ;
- La variation de la trésorerie : Cette variation est déterminée par la différence entre la variation du fonds de roulement et la variation du besoin en fonds de roulement, C'est-à-dire : **ΔTR =ΔFRN – ΔBFR.**

2.1. La première partie du tableau de financement

Cette partie fait apparaitre les ressources durables et les emplois stables de l'exercice. La différence entre ces deux catégories dégage la valeur de la variation du FRNG.

Tableau N°2: Représentation du tableau de financement

Désignation	Montant

• **Ressources durables**
- CAF
- Cessions ou réductions d'éléments de l'Actif immobilisé :
  - Immob corporelles
  - Immob incorporelles
  - Financières
- Augmentation des capitaux propres
- Augmentation des dettes financières	

Total des ressources durables……(I)	

• **Emplois stables**
- Distributions mises en paiement au cours de l'exercice
- Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé
  - Immob corporelles
  - Immob incorporelles
  - Financières
- Charges à répartir sur plusieurs exercices
- Réductions des capitaux propres
- Remboursement des dettes financières	

Total des emplois durables……..(II)	
Variation du FRNG = total (I) – total (II)	**Ressource nette** **Ou** **Emploi net**

2.1.1. Les ressources durables

a. La capacité d'autofinancement (CAF)

Elle représente les ressources internes générées par l'exploitation et dont dispose réellement l'entreprise. Deux méthodes de calcul peuvent être utilisées :

- **La méthode additive (par le résultat de l'exercice)**

Cette méthode de calcul s'appuie sur la formulation théorique générique suivante :

CAF= résultat de l'exercice + charges non-décaissables- produits non-encaissables-produits de cession d'éléments de l'actif immobilisé.

A partir de cette formulation et sur la base du TCR, nous obtenons :

CAF= Résultat net

+ Dotations aux amortissements et aux provisions (exploitation, financières et exceptionnelles)

-reprises/amortissements et provisions (exploitation, financières et exceptionnelles)

-Quote-part de subventions d'investissements virées au résultat de l'exercice

+VNC des éléments d'actif cédés

-produits de cession d'éléments de l'actif immobilisé

- **La méthode soustractive (par l'EBE)**

Cette méthode de calcul s'appuie sur la formulation théorique générique suivante :

CAF= EBE + produits encaissables- charges décaissables

A partir de cette formulation et sur la base du TCR, nous obtenons :

CAF= EBE

+ transferts des charges d'exploitation

+ autres produits de gestion courante

-autres charges de gestion courante

+/-quote-part de résultat/opérations faites en commun

+produits financiers

+ transferts des charges financières

-charges financières

+ produits exceptionnels (sauf produits de cession et la quote-part de subvention virée au résultat)

+ transferts de charges exceptionnelles

-charges exceptionnelles (sauf VNC des éléments de l'actif cédés)

-IBS

-participation des salariés au résultat de l'entreprisse.

Remarque : ne pas confondre CAF et autofinancement qui ne constitue qu'une partie de la CAF.

Autofinancement=CAF-dividendes

Important à retenir :

Dans le tableau de financement, il faut prendre la CAF de l'exercice 'N', car celui-ci génère des flux d'entrée pour l'année 'N'

b. Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé

- **Les cessions d'immobilisations**

Sera pris en compte dans le tableau de financement, le prix de cession du ou des biens cédés. Ce prix est fourni en informations annexes ou dans le TCR au niveau des 'produits exceptionnels sur opérations en capital'.

Remarque :

Dans le compte 'produits exceptionnels sur opérations en capital' sont inscrits à la fois les produits de cession et a quote-part de subvention virée au résultat. Il est indispensable de distinguer le montant affecté à chacun de ces postes grâce aux annexes.

Le tableau des immobilisations est en général présenté comme suit :

Immobilisations en valeurs brutes au 31.12.N-1	**Acquisitions**	**Cessions**	**Immobilisations en valeurs brutes au 31.12.N**

Remarques :

1. **La valeur brute des acquisitions correspond au prix d'achat du bien en question.**

2. **Pour les 'cessions ou diminutions' la valeur brute correspond à la valeur d'origine du bien cédé. Cette valeur représentant la VNC du bien cédé ne doit pas être prise en compte dans le tableau de financement.**

- **Les réductions d'actifs immobilisés**

On ne peut pas céder tous les actifs immobilisés tels que les prêts, car ils ne font pas l'objet de cessions mais de remboursement. Par conséquent, la diminution des actifs immobilisés ne passe pas par un compte de produits exceptionnels. C'est pourquoi il faut suivre l'évolution des comptes concernés grâce au tableau de suivi des immobilisations ou encore en annexe ou à reconstituer. Le tableau de suivi des prêts se présente sous la forme qui suit :

Prêts valeurs inscrites au 31.12.N-1	**Augmentations = Nouveaux prêts**	**Diminutions = Remboursements**	**Prêts valeurs inscrites au 31.12.N**

Exemple d'application : soit les extraits des bilans comptables suivants :

Extrait du bilan comptable au 31.12.N-1

Actif	**Valeurs brutes**	**Amort ou prov**	**VNC**
Immobilisations			
Immob. Financières : - **Prêts (1)**	50.000	/	50.000

(1) Dont 15.000 à moins d'un an.

Extrait du bilan comptable au 31.12.N

Actif	**Valeurs brutes**	**Amort ou prov**	**VNC**
Immobilisations			
Immob. Financières : - **Prêts (1)**	80.000	/	80.000

(2) Dont 20.000 à moins d'un an.

- **Cherchez l'impact sur la trésorerie de ce compte de prêt.**

Solution :

Prêts valeurs inscrites au 31.12.N-1	Augmentations = Nouveaux prêts	Diminutions = Remboursements	Prêts valeurs inscrites au 31.12.N
50.000	X	15.000	80.000

50.000 + X – 15.000 = 80.000

➡ **X = 45.000 (Besoin).**

Dans le tableau de financement, on aura :

- **Réduction de l'Actif immobilisé = 15.000** : il apparaitra dans le TF au niveau des **'ressources durables'** puisque l'entreprise s'est faite rembourser (rentrée de trésorerie).
- **Acquisitions d'éléments de l'Actif immobilisé = 45.000 :** il apparaitra dans la catégorie **'emplois stables'** puisque l'entreprise prêts des fonds (décaissement).

c. Les augmentations de capitaux propres

Deux sortes d'augmentations :

- Les augmentations de capitaux ou apports
- L'augmentation des autres capitaux propres

- **<u>Augmentation des capitaux ou apports</u>**

<u>Cas n°1 : appel global ou partiel du capital social</u>

Il s'agit des apports des actionnaires ou associés, qu'ils soient en nature ou en numéraire.

Dans le tableau de financement ne sera retenue que la partie appelée du capital.

Exemple d'application 1 : appel global du capital social : 1.000.000 DA

Extrait du bilan au 31.12.N

Actif	**Montant**	**Passif**	**Montant**
Actif immobilisé		Capitaux propres :	
Actif circulant :		- Capital social	1.000.000
- Banque	1000.000		

Dans le tableau de financement : seront enregistrés les 1.000.000DA en guise d'augmentation de capitaux propres.

Exemple d'application 2 : appel des ¾ du capital social.

Extrait du bilan au 31.12.N

Actif	**Montant**	**Passif**	**Montant**
Capital souscrit non appelé	250.000	Capitaux propres :	
Actif immobilisé		- Capital social	1.000.000
Actif circulant :			
- Banque	750.000		

Exemple d'application 3 : appel des ¾ **du capital social avec un versement partiel** de 700.000 DA de la part des actionnaires.

Solution : le TF n'intègre que les ressources et les emplois à long terme. C'est pourquoi il n'est pas indispensable de faire apparaitre la partie non versée par les actionnaires dans la mesure où ces derniers ont un délai pour verser la part appelée du capital (qui est à court terme).

Extrait du bilan au 31.12.N

Actif	**Montant**	**Passif**	**Montant**
Capital souscrit non appelé	250.000	Capitaux propres :	
Actif immobilisé		- Capital social	1.000.000
Actif circulant :			
- Capital souscrit non appelé	50.000		
- Banque	750.000		

Dans le TF, on aura :

- **Augmentation de capital : 750.000**

La partie non versée ne sera pas intégrée ici mais elle figurera dans la deuxième partie du tableau de financement.

Cas n°2 : l'augmentation du capital social doit également intégrer l'augmentation de la prime d'émission

Cas n°2 : l'augmentation du capital social doit également intégrer l'augmentation de la prime d'émission

Lors d'une augmentation du capital le capital social augmente de la part relative à la valeur nominale. Par conséquent, il faut prendre en compte l'augmentation de la prime d'émission pour intégrer la part réellement encaissée.

Exemple d'application :

Au cours de l'exercice N, une entreprise procède à une augmentation de capital de 400 actions représentant 330.000DA. Sachant que le bilan de fin d'exercice N-1 se présente comme suit :

Extrait du bilan au 31.12.N-1

Actif	**Montant**	**Passif**	**Montant**
		Capitaux propres	
		Capital social (1100 actions à 500DA)	550.000
		Prime d'émission	165.000

Extrait du bilan au 31.12.N

- Montrez l'impact de cette opération sur le bilan de clôture de l'exercice N.

Actif	Montant	Passif	Montant
		Capitaux propres	
		Capital social **(1)**	750.000
		Prime d'émission **(2)**	295.000

Solution :

Extrait du bilan au 31.12.N

(1) (1100+400) *500= 750.000

(2) Prime d'émission relative à l'augmentation de capital=

Augmentation de capital global- valeur nominale de l'augmentation de capital

330.000-(400*500)=130.000

Nouvelle prime d'émission= prime d'émission N-1+prime d'émission relative à l'augmentation de capital de l'année N

Nouvelle prime d'émission= 165.000+130.000=295.000DA

Dans le tableau de financement :

Augmentation des capitaux propres= augmentation de capital social+ augmentation de la prime d'émission

Soit : 200.000+130.000=330.000 DA

Cas n°3 : l'augmentation de capital social par incorporation de réserves n'est pas considérée comme une source de financement nouvelle.

Conclusion :

Augmentation de capital= variation du capital social (capital social N- capital social N-1)

-variation du capital social non appelé

-part de l'incorporation de réserves au capital

+ augmentation de la prime d'émission

- **Ne pas intégrer le capital le capital appelé non versé car celui-ci sera intégré dans le seconde partie du tableau de financement.**

- **Augmentation des autres capitaux propres**

Parmi les autres postes de capitaux propres, il n'y a que les nouvelles subventions d'investissement qui génèrent une rentrée de fonds qu'il faudra de ce fait considérer dans le tableau de financement.

d. Les augmentations des dettes financières

Le tableau des dettes fourni dans les documents annexes de l'entreprise permet de savoir avec précision les montants relatifs aux nouveaux emprunts contractés par l'entreprise ainsi que les remboursements effectués. Le tableau de suivi des dettes se présente de manière générale comme suit :

Valeur inscrite au bilan au 31.12.N-1	**Augmentation = Nouveau emprunt**	**Diminution = Remboursement d'emprunt**	**Valeur inscrite au bilan au 31.12. N**

<u>Remarque : les intérêts courus non échus doivent être exclus du poste des emprunts et dettes financières car ils sont considérés comme faisant partie des dettes d'exploitation.</u>

I.3.2. Les emplois stables

a. Les distributions de dividendes mises en paiement au cours de l'exercice

Dans un tableau de financement, il est question de tenir compte de tous les besoins de l'exercice en question (N). C'est pourquoi, les dividendes distribués en N sont calculés sur le résultat de N-1.

b. Les acquisitions ou augmentations de l'actif immobilisé

Les acquisitions sont intégrées pour leur prix d'achat (valeur brute) Hors Taxes. Leurs valeurs sont répertoriées dans les documents annexes ou déterminées par comparaison des valeurs brutes dégagées à partir des bilans N et N-1.

c. La diminution des capitaux propres

Cette diminution se traduit par une sortie de fonds dans le cas du retrait d'un ou plusieurs actionnaires.

d. Les charges à répartir sur plusieurs exercices

Il s'agit de charges imputables à plusieurs exercices. Dans le tableau de financement, il est nécessaire de prendre en considération toutes les nouvelles charges à répartir sur plusieurs exercices contractés durant l'exercice N.

e. Les remboursements de dettes financières

Il s'agit de prendre en compte les montants des dettes financières exigibles au cours de l'exercice N.

2.2. Deuxième partie du tableau de financement

La première partie du tableau de financement permet de déterminer avec précision l'origine de la variation de FRNG. La seconde partie, quant à elle, a pour objectif d'expliquer comment cette variation de FRNG a été employée en étudiant les variations de BFR et de la trésorerie.

Les principes de base de construction de cette seconde partie du tableau de financement peuvent être synthétisés en plusieurs points :

- Toute augmentation d'un poste d'actif est considérée comme un besoin à financer alors que toute augmentation d'un poste du passif constitue, quant à lui, une ressource pour l'entreprise.
- Contrairement à ce qui précède, les diminutions des postes d'actif constitue une ressource alors que les diminutions des postes du passif est considéré comme des besoins de financement.
- La logique adoptée ici étant purement fonctionnelle, toutes les valeurs sont prises en **BRUT**.
- La valeur des effets escomptés non échus doivent être rajouté au montant du post créances sur clients et comtes rattachés. Le montant de ces effets est fourni en annexes.

Tableau N°3 : Schématisation de la deuxième partie du tableau de financement

Désignation	Montant
Variation Exploitation	
Δ des actifs d'exploitation	
Δ stocks et en cours	
Δ avances et acomptes versés	
Δcréances clients et comptes rattachés	
Δ créances d'exploitation	
Δ des dettes d'exploitation	
Δ avances et acomptes reçus	
Δ dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Δ autres dettes d'exploitation	
Variation nette d'exploitation……..(A)	
Δ Hors exploitation	
Δ des actifs hors exploitation	
Δ autres débiteurs	
Δ des dettes hors exploitation	
Δ des autres créditeurs	
Variation nette hors exploitation……..(B)	
Total (A) + (B) = Δ BFR	
Variation Trésorerie	
Δ des disponibilités	
Δ des concours bancaires courants	
Δ nette de trésorerie…….(c)	

Δ TR = Δ FRNG - Δ BFR

Il faut vérifier à la fin de la construction du tableau de financement que :

Établi à titre historique, sur plusieurs exercices consécutifs, le tableau de financement bâti selon le modèle précédent, permettra de porter un jugement sur :

- la politique d'investissement de l'entreprise : le tableau de financement fait en effet apparaitre l'évolution des investissements et le taux de croissance des investissements année par année, a titre indicatif, le ratio : $\frac{investissements}{annuités\ d'amortissements de\ l'exercice}$

Calculé sur plusieurs années, fournit une mesure de l'effort d'investissement de l'entreprise.

- la politique d'autofinancement de l'entreprise :

$la\ ratio : \frac{CAF}{investissements}$ indique la part des investissements de l'exercice financée par des ressources internes à l'entreprise.

- la politique de distribution de dividendes de l'entreprise : le tableau de financement montre clairement quelle est la part de la CAF de l'entreprise qui est directement prélevée par les actionnaires.

- établi à titre prévisionnel sur une année (au-delà d'une année on parlera de plan de financement prévisionnel), le tableau de financement permettre au banquier :

- d'anticiper des financements de moyen et long terme, afin de contribuer au maintien de l'équilibre financier de l'entreprise.

II. Le tableau de trésorerie

Le tableau de trésorerie est un document complémentaire du tableau de financement qui a pour principale finalité d'expliquer la variation de la trésorerie en mettant en valeur les opérations ayant contribué à dégager des ressources ou celles qui ont consommé des ressources de trésorerie. Ce tableau classe les flux de trésorerie en trois catégories : des flux d'activité, des flux d'investissement et des flux de financement.

1. Les objectifs du tableau de trésorerie

Le tableau des flux de TR (ou tableau de TR) explique la formation de la variation de TR.

L'établissement du tableau met en évidence des flux illustrant les mécanismes financiers de l'entreprise, ainsi est analysé la contribution de chaque fonction à la variation globale de la TR.

La vie de l'entreprise découpée en trois grandes fonctions :

- ✓ Exploitation
- ✓ Investissement
- ✓ Financement

Pour le diagnostic financier, le tableau de TR met en lumière :

- la capacité de l'entreprise à financer les investissements par le flux de TR d'exploitation.

- l'évolution du financement de TR conçue pour répondre en particulier à ces objectifs.

Pour chaque fonction, le tableau de TR calculer un flux de TR : FTE, FTI, FTF, pour le calcul du FTE on utilise la relation fondamentale : FTE = CAF – ΔBFR.

Remarque : dans le tableau de trésorerie, il convient de distinguer entre les décalages de paiement liés soit à l'exploitation, aux investissements ou au financement, par exemple, le poste fournisseur au bilan sépare les fournisseurs d'exploitation (matières, fournitures, services…) des fournisseurs d'immobilisations, dans le calcul des décalages de paiement in faut affecter chacun de ces décalages à la rubrique du tableau qui le concerne.

2. Structure du tableau de trésorerie

Comme avancé précédemment, le tableau de trésorerie est structuré en trois grands types de flux, en l'occurrence :

- Le flux de trésorerie d'exploitation (FTE) ;
- Le flux de trésorerie d'investissement (FTI) ;
- Le flux de trésorerie de financement (FTF).

L'addition de ces trois flux permettra de dégager le flux de trésorerie total. Par ailleurs, il faut retenir trois principes pour l'interprétation de ce tableau :

- **Le FTE doit couvrir le FTI,** sinon l'entreprise est contrainte de s'endetter de manière chronique.
- L'idéal est la situation de performance où **le FTE est supérieur au FTI.**
- La situation de vulnérabilité est diagnostiquée si **FTE<0**

Tableau N°4 : Représentation du tableau de trésorerie

Désignation	Montant
Opération 'Exploitation'	
CAF Δ BFR	
Flux de Trésorerie d'Exploitation (FTI)……..A	
Opération 'Investissements'	
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé Cessions d'éléments de l'actif immobilisé	
Flux de Trésorerie d'Investissements (FTI)…….B	
Opérations 'financement'	
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice Augmentation des capitaux propres Augmentation des dettes financières Remboursent des dettes financières	
Flux de Trésorerie de Financement (FTF)…….C	
Flux de Trésorerie Total (FTT)= A+B+C	

Conclusion

Le tableau de financement et le tableau de trésorerie constituent deux instruments essentiels du diagnostic financier, car ils permettent d'appréhender de manière dynamique les flux financiers qui ont marqué la vie de l'entreprise au cours d'un exercice comptable. Contrairement au bilan, qui offre une photographie du patrimoine à une date donnée, et au compte de résultat, qui mesure la performance économique sur une période, ces deux tableaux expliquent les mouvements financiers à l'origine de l'évolution de la situation financière de l'entreprise.

Le tableau de financement met en évidence les ressources mobilisées et les emplois réalisés durant l'exercice. Il permet d'identifier les principales opérations ayant affecté la structure financière de l'entreprise, telles que les investissements, les désinvestissements, les augmentations de capital, le recours à l'endettement ou encore le remboursement des dettes. Son analyse facilite ainsi la compréhension des choix stratégiques de financement et d'investissement et permet d'apprécier leur impact sur l'équilibre financier de l'entreprise. Bien que son élaboration repose essentiellement sur le bilan et le compte de résultat, il apporte une information complémentaire indispensable en retraçant l'origine et l'utilisation des ressources financières.

Le tableau de trésorerie, quant à lui, complète cette analyse en s'intéressant spécifiquement aux flux d'encaissements et de décaissements. Il permet de suivre l'évolution de la trésorerie au cours de l'exercice en distinguant les flux liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement. Cet état financier met ainsi en évidence la capacité de l'entreprise à générer des liquidités grâce à son activité courante, à financer ses investissements et à honorer ses engagements financiers. Il constitue également un outil privilégié pour anticiper les besoins de financement à court terme, prévenir les tensions de trésorerie et apprécier la liquidité réelle de l'entreprise.

L'analyse conjointe du tableau de financement et du tableau de trésorerie offre ainsi une vision globale et cohérente de la dynamique financière de l'entreprise. Alors que le premier explique les variations des ressources stables et des emplois durables, le second retrace les mouvements effectifs de trésorerie et met en évidence les flux de liquidités générés ou consommés par les différentes activités de l'entreprise. Leur complémentarité permet de mieux comprendre les liens entre la rentabilité, les investissements, les modes de financement et la trésorerie.

En définitive, ces deux tableaux constituent des outils d'analyse et d'aide à la décision particulièrement précieux pour les dirigeants, les investisseurs, les établissements financiers et l'ensemble des partenaires de l'entreprise. En fournissant une vision dynamique des flux financiers, ils permettent d'évaluer la qualité de la gestion financière, la capacité de l'entreprise à assurer son développement dans des conditions d'équilibre durable ainsi que sa faculté à créer de la valeur tout en préservant sa solvabilité et sa liquidité.

Chapitre VII : Etudes de cas avec corrigés

Etude de cas n°1 : Cas de l'entreprise « GAM A »

L'entreprise « GAM » spécialisée dans la commercialisation d'appareils électro-ménager vouscommunique les documents qui suivent :

Annexe 1 : Etat des comptes de gestion

Comptes et regroupements de comptes	Mouvements N		Solde 31.12. N	
	Débit	Crédit	Débiteurs	Créditeurs
Achats d'approvisionnements	2400	60	2340	
Variation des stocks d'approvisionnements	360	960		600
Achats de marchandises	6000	450	5550	
Variation des stocks de marchandises	1215	1035	180	
Autres services extérieurs	615		615	
Impôts, taxes et versements assimilés	360		360	
Rémunération du personnel	7560		7560	
Charges de sécurité sociale	3600		3600	
Autres charges de gestion courante	420		420	
Charges financières	90		90	
Valeur comptable des éléments d'actif cédés	720		720	
Dot. Amort et prov-charges d'exploitation	2040		2040	
Dot. Amort et prov-charges financières	120		120	
Ventes de produits		11 850		11 850
Ventes de marchandises		10 200		10 200
Produits des activités annexes		450		450
Production stockée	1140	540	600	
Production immobilisée		720		720
Produits financiers		30		30
Produits des cessions d'éléments d'actif		1140		1140
Reprises/amort et prov-produits d'exploitation		345		345
Reprises/prov -produits financiers		90		90
Totaux	**26 640**	**27 870**	**24 195**	**25 425**

Informations complémentaires :

- Les charges et les produits constatés d'avance sont rattachés à l'exploitation
- La partie du résultat non affectée aux réserves a été distribuée
- Les immobilisations corporelles ont enregistré une cession et une acquisition.

Annexe n°2 : balance des comptes de bilan

Comptes et regroupement de comptes	Solde 01.01. N		Mouvements		Solde 31.12. N	
	Débiteurs	Créditeurs	Débit	Crédit	Débiteurs	Créditeurs
Capital		4500		1500		6000
Réserves		750		450		1200
Résultat de l'exercice		900	900	1230		1230
Provisions pour risques		150		150		300
Provisions pour charges		120	60	30		90
Emp aupès des étab de crédit		2490	690	1800		3600
Autres emprunts		360	180			180
Immob incorporelles	360		240		600	
Immob corporelles	4890		4530	1020	8400	
Immob financières	930		180		1110	
Amort immob corporelles		420	300	1560		1680
Prov dépréciation immob incorp		60	30			30
Prov dépréciation immob fin		90	60	120		150
Stocks d'approvisionnements	360		960	360	960	
Stocks de produits	1140		540	114	540	
Stocks de marchandises	1215		1035	1215	1035	
Prov/stocks de produits		120				
Prov/stocks de marchandises		105	105	180		180
Fournisseurs		1230	4710	5070		1590
Fournisseurs-effets à payer		90	900	1140		330
Fournisseurs d'immobilisations		360	750	900		510
Fournisseurs débiteurs	105		180	150	135	
Clients	1830		7680	7170	2340	
Clients-effets à recevoir	375		1215	1365	225	
Clients créditeurs		120	300	240		60
Charges à répartir	180		120	30	270	
Charges constatées d'avance	150		180	150	180	
Produits constatés d'avance		90	90	45		45
Prov dép cpte clients		60	30	90		120
Valeurs mobilières de placement	240		1050		1290	
Banque	180		7530	7560	150	
Caisse	90		1260	1290	160	

Prov dép VMP			30	30		
Totaux	**12045**	**12045**	**35955**	**35955**	**17295**	**17295**

Travail à faire :

1. **Calculer la CAF de l'exercice N**
2. **Etablir la première partie du tableau de financement.**

Solution du cas n°1 : Entreprise « GAMA »

1. Calcul de la CAF

Capacité d'autofinancement par la méthode du résultat	**Montants**	
	-	+
Résultat de l'exercice		**1230**
Dot amort et provisions :		
- Charges d'exploitation		**2040**
- Charges financières		**120**
- Charges exceptionnelles		
Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés		**720**
Reprises sur amort et prov d'exploitation	**345**	
Reprises sur provisions financières	**90**	
Reprises provisions exceptionnelles		
Quote-part des subventions d'invest virée au RE		
Produits de cessions d'éléments de l'actif immob	**1140**	
Capacité d'autofinancement	**2535**	

2. Etablir le tableau de financement (parti 1) de l'exercice N :

Emplois		**Ressources**	
Distribution mise en paiement	**450**	CAF	**2535**
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé :		Cessions ou réductions actif immob :	
Immob incorp	**240**	Incorporelles	
Immob corp	**4530**	Corporelles	**1140**
Immob financières	**180**	Augmentations des capitaux propres :	
Charges à répartir ser plusieurs exercices	**120**	Augmentation des caps ou apports	**1500**
Réduction des capitaux propres		- Augmentation autres cap propres	
Remboursement des dettes financières	**870**	Augmentation dettes financières	**1800**
			6975
	6390		
Total emplois			
Variation du FRNG (ressource nette)	**585**		

Etude de cas n°2 : Cas de l'entreprise « PROALG »

Vous devez construire le tableau de financement de la société 'PROALG' à partir des documents quivous sont communiquées par le chef comptable.

Bilans fonctionnels au 31.12.N et au 31.12.N-1

ACTIF	N - 1	N	PASSIF	N - 1	N
Emplois stables			**Ressources stables**		
Immobilisations incorporelles	4000	5000	Capitaux propres	140000	143000
Immobilisations corporelles			Amortissements et	78500	76100
Immobilisations financières	220000	285000	provisions		
			Dettes financières	15000	46000
	4000	4500			
Total I	228000	294500	**Total I**		
Actifs circulants exploitation			**Dettes d'exploitation**		
Stocks					
Créances clients	4000	5400	Dettes fournisseurs	12400	11100
	13400	35200	Autres dettes	500	1400
			d'exploitations		
Total II	17400	40600	**Total II**	12900	12500
Actifs circulants hors exploitation	2400	4800	**Dettes hors exploitation**	4100	2400
Trésorerie actif	3400	1200	Trésorerie passif	700	61100
TOTAL	251200	341100	**TOTAL**	251200	341100

Informations complémentaires

- La société a remboursé en N un emprunt de 9000 um ;
- Elle a également contracté un nouvel emprunt (montant à déterminer) ;
- Elle a cédé une immobilisation corporelle durant l'exercice pour 12000 un (HT) ;
- Le résultat de l'exercice N s'est élevé à 4500 um ;
- Les dividendes distribués en N s'élèvent à 1500.um

- L’augmentation de capital s’est faite par incorporation de réserves pour 3000 um.

Tableau des immobilisations

	Valeur d’origine à l’ouverture de l’exercice	**Augmentions**	**Diminutions**	**Valeur d’origine à la clôture de l’exercice**
Immob incorp	4000	1 000		5 000
Immob corp	220 000	110 000	45 000	285 000
Immob fin	4000	500		4500

Tableau des amortissements

	Valeur d'origine à l'ouverture de l'exercice	Augmentions	Diminutions	Valeur d'origine à la clôture de l'exercice
Immob incorporelles	1 000	1 500		2 500
Immob corporelles	72 000	24 000	30 000	66 000

Tableau des dépréciations et provisions

	Valeur d'origine à l'ouverture de l'exercice	Augmentions	Diminutions	Valeur d'origine à la clôture de l'exercice
Dépréciations	4 000	3 200	1 500	5 700
Provisions pour risques	1 500	800	400	1 900

TAF :

1. ***Calculez le montant de la CAF de l'exercice N.***
2. ***Calculer le montant de l'emprunt contracté en N.***
3. ***Etablir le tableau de financement.***
4. ***Etablir le tableau de trésorerie***

	Calculs	Montants
Résultat net	4 500	4 500
+ dotations aux amort et prov	1 500+24 000+3200+800	+29 500
-reprises sur provisions	1 500+400+30000	-31 900
+VNC des éléments d'actif cédés	45 000	+45 000
-prix de cession des éléments d'actif cédés	12 000	-12 000
CAF		**35 00**

Solution du cad n°2 : Entreprise 'PROALG'

1. La CAF

	Calculs	Montants
Résultat net	4 500	4500
+ dotations amortissements et provisions	1500+ 24 000+ 3200+800	+29500
- Reprises sur provisions	1500+400+30000	+31900
+ VNC des éléments d'actif cédés	45 000	+45000
-Prix de cession des éléments d'actif cédés	12 000	-12000
CAF		**35 100**

2. Le montant de l'emprunt :

Emprunt contracté en N = 46000+15000+9000 = **40 000**

3. Partie 1 du tableau de financement

Emplois stables	Montant	Ressources durables	Montant
Distributions mises en paiement	1500	CAF	35 100
Acquisitions d'actifs immob :		Cessions d'immob :	
- Incorp	1000	- Icorp	
- Corp	110 000	- Corp	12 000
- Fin	500	- Fin	
Remboursements dettes fin	9000	Augmentation des dettes fin	40 000

Total emplois	**122 000**		**87 100**
		Variation de FRNG (emploi net)	**34 900**

- **Partie II du tableau de financement**

Désignation	Montant
Variation des actifs d'exploitation	
- Stocks et en cours - Avances et acomptes versés sur commandes - Créances clients et comptes rattachés	1400 21800
Variation des dettes d'exploitation	
- Avances et acomptes reçus sur commandes en-cours - Dettes fournisseurs et comptes rattachés et autres dettes d'exploitation	-400
A. Variation nette « exploitation »	23600
Variation « Hors Exploitation »	
- Variation des autres débiteurs - Variation des autres créditeurs	2400 -1700
B. Variation nette « Hors exploitation »	4100
Variation du BFR	27700
Variation nette « trésorerie »	
- Variation des disponibilités - Variation des concours bancaires courante et autres soldes créditeurs de banques	-2200 60400
C. Variation nette trésorerie	-62600

4.Le tableau de trésorerie

Désignation	**Montant**
Opérations « Exploitation »	
- CAF	35 100
- Variation BFR	27 700
FTE	**7 400**
Opérations « Investissements »	
- Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé.	111 500
- Cessions d'éléments de l'actif immobilisé	12 000
FTI	**-99 500**
Opérations « Financement »	
- **Distribution de résultats**	15 00
- **Augmentation de capitaux propres**	000
- **Réduction de capitaux propres**	000
- **Nouveaux emprunts**	40 000
- **Remboursements d'emprunts**	9 000
- **Charges à répartir sur plusieurs exercices**	000
FTF	**29 500**
FTT	**-62 000**

Interprétation :

- **A partir du TF**, nous constatons une baisse de la trésorerie de l'entreprise due à la baisse du FRNG, d'une part et à l'augmentation du BFR, d'autres part.
- **A partir du tableau de trésorerie**, nous relevons les constats suivants :
  - Le FTE est positif ce qui exprime une performance de l'exploitation ;
  - Le FTE ne couvre pas le FTI et ce à cause de la faiblesse du montant du premier (FTE) et de la politique d'investissements adoptées qui nécessite beaucoup de capitaux (importance des acquisitions).

Chapitre IX : La planification financière

Introduction

Le choix d'une source de financement constitue un paramètre clé des décisions financières d'une entreprise. Aussi, est-il nécessaire de choisir un mode de financement qui puisse l'aider dans la concrétisation de ses objectifs fixés préalablement. Le mode sélectionner devra, entre autres considérations, maximiser la valeur de l'entreprise tout en minimisant le coût de son capital.

A partir du moment où l'entreprise a pu procéder à la sélection du ou des projets les plus rentables, la prochîne étape consistera à choisir la ou les modalités de financement adéquates. Le choix d'une modalité de financement est fait sur la base de deux principales considérations :

- ***l'analyse du risque***

Lors du choix de la source de financement à retenir on se doit de vérifier si ce choix n'impliquerait pas un risque de perte d'autonomie. De plus, il est nécessaire de vérifier que ce choix respecte la règle de l'équilibre financier minimum.

- ***L'analyse des coûts***

Il s'agit ici d'étudier l'impact des charges financières induites par une source de financement et des remboursements qui s'en suivent.

- ***Maintien de la rentabilité après financement***

L'entreprise se doit de vérifier que le projet sélectionné soit toujours rentable après avoir opté pour un seul mode de financement, ou un financement miste (moyennant plusieurs modalités de financement). Pour ce faire, il est né céssaire de calculer **la VAN de financement.**

III. Le plan de financement initial (l'avant-projet)

Le plan de financement est un instrument qui permet d'opérer un ajustement à long et moyen terme des ressources dont dispose (ou disposera) l'entreprise à ses emplois durables. C'est une traduction concrète de la politique financière de l'entreprise. C'est un document exigé par les banquiers lorsqu'une entreprise sollicite un financement. Il accompagne le plan

d'investissements de l'entreprise. Il permet également de faire le point sur la situation du moment.

1.Les besoins de financement

1.1. L'équilibre structurel de départ

Il est défini par la relation qui existe entre le FR et le BFR permettant de dégager la trésorerie. Un bon équilibre est celui dans lequel le FR réussi à couvrir le BFR et dégager une TR positive de manière à donner à l'entreprise plus d'aisance dans ses opérations courantes. Mais, il peut parfois arriver que le BFR déséquilibre la structure d'ensemble de l'entreprise, ce qui va la conduire à un financement excessif par la trésorerie du passif (concours bancaires), aboutissant sur un solde de TR négatif. La permanence de cette TR négative peut de ce fait révéler des déséquilibres structurels.

1.2. Les investissements de renouvellement

Également appelés « investissements de maintien », dans la mesure où ils comprennent des dépenses d'entretien, de rénovation du matériel productif existant.

1.3. Le programme d'investissement proprement dit

Il constitue la part la plus importante des emplois. Il comprend le coût d'acquisition, les dépenses d'installation et de mise en route.

Remarque : les montants sont considérés en hors taxes, la taxe étant immédiatement récupérable.

1.4. L'investissement financier

Il est préférable de le dissocier (différencier) du reste des investissements, du fait qu'il n'ait pas les mêmes conséquences sur le volume d'activité et en matière d'amortissement.

1.5. L'évolution du BFR

Les investissements d'expansion induisent une augmentation conséquente des stocks, des crédits-clients et des crédits-fournisseurs.

1.6. Les paiements de dividendes

Il convient de tenir compte des versements de dividendes que l'entreprise effectuera au cours de la période d'étude et qui est considérée à l'évidence comme un emploi.

2.Les ressources de financement

1. La CAF

Nous avons auparavant défini cette notion (voir chapitre précédent). Il s'agit de la première ressource durable répertoriée dans le plan d'investissement et de financement. En effet, c'est grâce à la capacité d'autofinancement générée par l'activité, que l'entreprise pourra prévoir et programmer ses projets d'investissement. Cette ressource servira entre autres au remboursement des dettes financières contractées pour pouvoir financer le ou les projets d'investissement envisagé(s), ainsi qu'à la distribution des dividendes en fin d'exercice.

2. La cession d'immobilisations

Il est tout à fait possible que l'entreprise procède à des cessions d'immobilisations qui permettront la génération de fonds qui viendront à leur tour soutenir le projet d'investissement envisagé.

Remarque : les cessions doivent être enregistrées au montant hors taxes.

3. L'augmentation de capital

Seule l'augmentation de capital par apport en numéraire et à concurrence des seules sommes libérées, constitue une ressource réelle susceptible de financer des emplois.

4. Les subventions

Lorsque l'entreprise reçoit une subvention pour financer un projet d'investissement, celle-ci est enregistrée au cours de l'année où elle est perçue.

structure du plan de financement initial

Désignation	1	2	3	etc
Ressources durables CAF Cessions d'immobilisations Augmentation de capital et subventions Subvenions				
Total des ressources durables……(A)				
Emplois stables Acquisitions d'immobilisations Augmentation du BFR Réduction de capitaux propres Distribution de dividendes				
Total des emplois stables……(B)				
Variation de TR de la période (écart)				
Trésorerie initiale				
Trésorerie finale				

IV. Le plan de financement final

II.1. Les modalités de financement externes

1.Le financement par quasi fonds propres

En Algérie, on ne citera comme quasi fonds propres que les subventions, en particulier les subventions d'investissements. Elles sont assimilées à des fonds propres dans la mesure où elles restent définitivement acquises par l'entreprise (si elles ne sont pas remboursables).

1.1. Le financement par l'endettement

Le financement par l'endettement constitue le complément indispensable du financement par les capitaux propres. On distingue principalement les emprunts bancaires classiques et le crédit-bail (le leasing).

1.2. Les emprunts bancaires

Le prêt est un capital mis à la disposition de l'entreprise, laquelle s'engage à la rembourser dans des conditions prédéterminées.

Un prêt est caractérisé par :

- ***Son montant*** : quand le prêt est destiné à financer un investissement déterminé, son montant est en général de l'ordre de 70% du coût de l'investissement ;
- ***Sa durée*** : elle doit être cohérente avec la durée de vie de l'élément financé. Habituellement, elle est de 2 à 7 ans pour les prêts à moyen terme et supérieure à 7ans pour les prêts à long terme ;
- ***Son taux*** : il peut être fixe ou variable ;
- ***Les garanties exigées*** : hypothèques, nantissement, caution.

On distingue aussi la ligne de crédit pour le financement de l'exploitation. La ligne de crédit est un plafond de crédit que l'entreprise peut utiliser selon ses besoins, en totalité ou en partie. Il s'agit d'un crédit « revolving », c'est-à-dire qu'il se reconstitue au fur et à mesure des remboursements.

1.3. Le crédit- bail (leasing)

« Le contrat de crédit- bail est un contrat de location, portant sur un bien meuble ou immeuble à usage professionnel, assorti d'une option d'achat à un prix d'achat à un prix fixé à l'avance »[5].

Le temps qui sépare la date de conclusion du contrat de la date à laquelle peut être exercée l'option est appelé « période irrévocable » : en principe, le contrat ne peut être résilié pendant la période irrévocable, qui correspond, en général, à la durée fiscale d'amortissement.

Au terme de la période irrévocable, l'entreprise a le choix entre :

- Levée l'option d'achat (et donc devenir propriétaire du bien) ;
- Prolonger le contrat de location (à des conditions plus avantageuse).

➢ **Le Crédit-bail mobilier** : il porte sur des matériels (machines) ou sur des véhicules (camions, voitures…). Son principe est le suivant :

[5] DELAHAYE Jacqueline, DELAHAYE Florence, finance d'entreprise, 2eme édition Dunod. Parsi 2009. P351.

- L'entreprise définit très souvent le bien qu'elle souhaite (marques, type…), en général, c'est elle qui choisit le fournisseur ;
- Elle s'adresse à une société de leasing, laquelle achète le matériel au fournisseur et le loue à l'entreprise ;
- Le contrat de crédit-bail prévoit, entre autres :

- La durée de période irrévocable ;
- Le montant et la périodicité des loyers, (redevances de crédit-bail) ;
- Le prix de rachat.

➢ **Crédit-bail immobilier :** il porte sur des immeubles à usage professionnel (magasins, entrepôts, usines…). Les sociétés de crédit-bail qui intervient dans ce domaine sont spécialisées dans le crédit-bail immobilier.

Ces sociétés construisent ou achètent l'immeuble d'après les spécifications de l'entreprise et le lui loue avec, toujours, une option d'achat.

Le Crédit-bail immobilier revêt les caractéristiques suivantes :

- ***Longue durée de contrat*** : 20 ans dans la plupart des cas ;
- ***Indexation*** : étant donné la longue durée de contrat, une clause prévoit l'indexation des loyers et de la valeur résiduelle ;
- ***Pré-loyers*** : pendant la période de construction, l'entreprise locataire doit verser des pré-loyers à la société de crédit-bail.

Dans ce domaine, on distingue également ***la cession-bail (leasing back)*** : c'est une opération qui consiste, pour une entreprise, à céder des biens immobiliers (usines, sièges sociaux) ou des biens d'équipements (matériels) à une société de crédit-bail qui lui en laisse la jouissance sur la base d'un contrat de crédit-bail prévoyant les conditions du rachat.

➢ **Les avantages du crédit-bail**

- Le leasing permet le financement à 100% des biens considérés. Il est facilement et rapidement obtenu. On n'en trouve pas de trace au bilan (avant l'application des normes IFRS) et donc, il n'affecte pas la capacité d'endettement de l'entreprise ;
- Le crédit-bail présente des avantages fiscaux (économie d'impôts sur les loyers) ;
- Le leasing constitue une sorte d'assurance contre les risques technologiques : si es matériels plus performants apparaissent sur le marché, l'entreprise pourra procéder à un échange très rapidement ;

- Le leasing permet de financer le développement des petites et moyennes entreprises, qui ont des faibles capacités d'endettement mais qui sont rentables.

➢ **Les inconvénients du crédit-bail**

- C'est un moyen de financement coûteux ;
- Par sa facilité d'obtention, peut entrainer l'entreprise dans des opérations peu rentables.

II.2. Structure du plan de financement définitif (final)

Le plan de financement définitif permet de procéder au rééquilibrage du plan de financement initial et ce en intégrant de nouvelles ressources (externes). Il s'agira dans ce cas précis de vérifier si ces ressources nouvellement intégrées permettront de maintenir la stabilité de la trésorerie.

1.Les emplois stables

La structure des emplois intègre le programme d'investissement (qui a déjà été pris en compte dans le plan de financement initial), l'augmentation du BFRE et les dividendes versés aux actionnaires de l'entreprise. Cependant, un financement par emprunt induira la prise en compte de deux charges :

2.2. ***Le service des emprunts***

Il s'agit ici de tenir compte des frais financiers (intérêts) soit lors du calcul de la CAF ou encore dans le plan de financement.

1.2.L'amortissement (remboursement) de l'emprunt

Dans ce cas, il y a lieu d'établir le plan d'amortissement de l'emprunt qui peut présenter deux situations :

a.Remboursement par amortissements constants : le plan d'amortissement de l'emprunt se présente comme suit :

Année	Capital de début de période	Intérêt	Amortissement	Annuité	Cap restant du
1					
2					
…..					
N					

Tels que :

Intérêt = capital de début de période *taux d'intérêt

Amortissement = $\frac{montant\ de\ l'emprunt}{dorée\ toatal}$

Annuité = intérêt + amortissement

Capital restant du = capital de début de période – amortissement

b.Remboursement par annuités constantes

La forme et les composantes du plan d'amortissement de l'emprunt sont identiques que le précédent. L'unique différence réside dans le fait que ce sont les annuités qui sont constantes. Le calcul de l'annuité se détermine comme suit :

Annuité= emprunt $\frac{i}{1-(1+i)^{-n}}$

La valeur de l'amortissement se calculera comme suit :

Amortissement = annuité – frais financiers (intérêts)

2.Les ressources durables

Au niveau des ressources les premières composantes, en l'occurrence la CAF, les cessions, les subventions et l'augmentation de capital restent inchangées. Cependant la CAF doit intégrer les charges financières (les intérêts ou service de la dette) lors de son calcul. Les ressources externes à considérer en plus de celles qui sont internes sont :

2.1.Le montant de l'emprunt contracté

Son montant est déterminé d'avance et doit être intégré dans le plan de financement dans la catégorie ressources durables.

3.L'établissement d'un plan de financement final

Structure du plan de financement final

Désignation	1	2	3	etc
Ressources durables				
CAF				
Cessions d'immobilisations				
Augmentation de capital et subventions				
Nouveaux emprunts				
Total des ressources durables……(A)				
Emplois stables				
Acquisitions d'immobilisations				
Augmentation du BFR				
Réduction de capitaux propres				
Distribution de dividendes				
Total des emplois stables……(B)				
Variation de TR de la période (écart)				
Trésorerie initiale				
Trésorerie finale				

Conclusion

La planification financière constitue une composante essentielle de la gestion stratégique de l'entreprise. Elle permet d'anticiper les besoins futurs en ressources financières, de programmer les investissements nécessaires à son développement et de garantir le maintien d'un équilibre financier durable. En établissant une correspondance entre les emplois prévisionnels et les ressources mobilisables, elle offre aux dirigeants une vision prospective de la situation financière et constitue un véritable outil d'aide à la décision.

Le plan de financement initial permet d'identifier les besoins liés aux investissements, à l'évolution du besoin en fonds de roulement, aux distributions de dividendes et aux autres emplois durables, tout en évaluant les ressources internes susceptibles de les couvrir, notamment la capacité d'autofinancement, les cessions d'immobilisations, les augmentations de capital et les subventions d'investissement. Cette première étape met en évidence les éventuels besoins de financement externe et permet d'apprécier la faisabilité financière des projets envisagés.

Le plan de financement final complète cette démarche en intégrant les différentes modalités de financement externe, telles que les emprunts bancaires, les subventions ou encore le crédit-bail (leasing). Il permet d'évaluer l'incidence de ces ressources sur la structure financière de l'entreprise, sur son niveau d'endettement, sur sa rentabilité ainsi que sur sa trésorerie future. Le choix d'un mode de financement ne doit donc pas être guidé uniquement par son coût, mais également par son impact sur l'autonomie financière, le risque supporté par l'entreprise et sa capacité à préserver un équilibre financier à long terme.

Par ailleurs, la planification financière ne se limite pas à rechercher les ressources nécessaires au financement des investissements. Elle constitue un véritable instrument de pilotage permettant de vérifier la cohérence entre les objectifs stratégiques de l'entreprise, sa capacité d'autofinancement, les contraintes de son environnement financier et les risques liés à ses décisions d'investissement et de financement. Elle contribue ainsi à optimiser l'allocation des ressources tout en assurant la pérennité de l'entreprise.

En définitive, un plan de financement rigoureusement élaboré constitue un gage de crédibilité auprès des partenaires financiers, des investisseurs et des établissements de crédit. Il permet de sécuriser les projets de développement, de maîtriser les risques financiers et d'assurer une croissance durable. Plus qu'un simple document prévisionnel, il représente un véritable outil de gestion stratégique, indispensable à toute entreprise souhaitant financer ses investissements dans des conditions optimales, préserver son équilibre financier et maximiser sa création de valeur à moyen et à long terme.

Chapitre X : Etudes de cas avec corrigés

Exercice 1 :

Une entreprise de production envisage de se lancer dans un nouveau projet qui comprend, dans un premier temps, l'acquisition d'une machine industrielle sophistiquée dont le coût d'achat est de **150 000 um**. Cette acquisition va entraîner des frais accessoires, à savoir :

- Des frais de douane de **40.000um**
- Des frais de transport de **25.000 um**
- Des frais de formation de personnel de **50 000um**

Le mode d'amortissement adopté est linéaire sur **5 ans**. Le taux d'impôt sur les sociétés est de **30%.**

- Les chiffres d'affaires annuels sont comme suit :

Année	1	2	3	4	5
Chiffre d'affaires	**300 000**	**400 000**	**500 000**	**600 000**	**700 000**

- Ce projet entraînera des charges variables qui représentent **1/5** du chiffre d'affaires.
- Les charges fixes hors amortissements seront de **50 000 um** annuellement.

Pour le financement de cette acquisition, deux modalités de financement sont envisageables :

- Un autofinancement à **100%** du montant de la machine.
- Un emprunt bancaire dès la première année de **225 000 um**, remboursable par amortissements constants sur toute la durée du projet avec un taux d'intérêt de **8 %.**
- La valeur résiduelle nette sera de **300 000um.**

Travail à faire :

1. *Calculez le coût de le machine industrielle.*
2. *Calculez la CAF de l'autofinancement.*
3. *Calculez les flux nets de trésorerie dans le cas de l'autofinancement.*
4. *Présenter le tableau d'amortissement de l'emprunt bancaire.*
5. *Calculez la CAF du financement par dette (globale) ainsi que les flux nets de trésorerie.*
6. *Calculez la VAN globale (de l'autofinancement) et la VAN du financement par endettement* ***(sachant que le taux d'actualisation est de 5%).***
7. *Quel est le mode de financement le plus opportun pour l'entreprise ?*

Solution

1. *Calcul du coût de le machine industrielle.*

   I_0= Coût d'achat + Frais Accessoires

   I_0=Coût d'achat de la machine + Frais de douane + Frais de transport +frais de formation

   I_0=265 000um

2. ***Calcul de la CAF de l'autofinancement.***

	1	**2**	**3**	**4**	**5**
CA	300 000	400 000	500 000	600 000	700 000
CV	(60 000)	(80 000)	(100 000)	(120 000)	(140 000)
CF	(50 000)	(50 000)	(50 000)	(50 000)	(50 000)
Amort	(53 000)	(53 000)	(53 000)	(53 000)	(53 000)
RB	137 000	217 000	297 000	377 000	457 000
IS	(41 100)	(65 100)	(89 100)	(113 100)	(137 100)
RN	95 900	151 900	207 900	263 900	319 900
Amort	53000	53000	53000	53000	53000
CAF	148 900	204 900	260 900	316 900	372 900

3. ***Calcul des flux nets de trésorerie dans le cas de l'autofinancement.***

	0	1	2	3	4	5
Ressources (encaissements)						
CAF		148 900	204 900	260 900	316 900	372 900
Récupération BFRE		/	/	/	/	/
VR						300 000

Total ressources…….(1)		148 900	204 900	260 900	316 900	372 900
Emplois (décaissements) Investissement Var BFRE	 265 000 /	 / /	 / /	 / /	 / /	 / /
Total Emplois……..(2)	265 000					
Flux nets de trésorerie (FNT) ……(1)-(2)	**-265 000**	**148 900**	**204 900**	**260 900**	**316 900**	**372 900**

4. Présentation du tableau d'amortissement de l'emprunt bancaire.

N	**Capital début de période**	**Intérêt**	**Amort**	**Annuité**	**Capital fin de période**
1	225 000	18 000	45 000	63 000	180 000
2	180 000	14 400	45 000	59 400	135 000
3	135 000	10 800	45 000	55 800	90 000
4	90 000	7200	45 000	52 200	45 000
5	45 000	3600	45 000	48 600	000

Amortissement = $\frac{Montant\ de\ la\ dette}{duée\ de\ l'emprunt} = \frac{225\ 000}{5} = \mathbf{45\ 000}um/an$

5. Calcul de la CAF du financement par dette (globale) ainsi que les flux nets de trésorerie.

	1	**2**	**3**	**4**	**5**
RB (autofin) **Frais financiers**	137 000 (18 000)	217 000 (14 400)	297 000 (10 800)	377 000 (7200)	457 000 (3600)
RB **IS**	119 000 (35 700)	202 600 (60 780)	286 200 (85 260)	369 800 (110 940)	453 400 (136 020)
RN **Amort**	83 300 53000	141 820 53000	200 340 53000	258 860 53000	317 380 53000
CAF	**136 300**	**194 820**	**253 340**	**311 860**	**370 380**

- ***Tableau des emplois-ressources (FNT)***

	0	1	2	3	4	5
Ressources (encaissements) CAF Récupération BFRE VR Emprunt	 225 000	 **136 300** /	 **194 820** /	 **253 340** /	 **311 860** /	 **370 380** / 300 000
Total ressources…….(1)	**225 000**	**136 300**	**194 820**	**253 340**	**311 860**	670 380
Emplois (décaissements) Investissement	 265 000	 /	 /	 /	 /	 /

Var BFRE Remboursement emprunt	/	/ 45 000	/ 45 000	/ 45 000	/ 45 000	/ 45 000
Total Emplois……..(2)	265 000	45 000	45 000	45 000	45 000	45 000
Flux nets de trésorerie (FNT)……(1)-(2)	**-40 000**	**91 300**	**149 820**	**208 340**	**266 860**	**325 380**

6. *Calcul de la VAN globale (de l'autofinancement) et la VAN du financement par endettement (***sachant que le taux d'actualisation est de 5%).**

- **VAN de l'autofinancement (globale)**

FNT	-265 000	148 900	204 900	260 900	316 900	372 900
FNT actualisés	-265 000	141 809,52	185 850,34	225 375,23	260 714,41	527 234,76

VAN globale = -265 000 **+ Somme des FNT actualisés**

<u>VAN = 1 075 984,26um > 0 (Projet rentable)</u>

- **VAN du financement par emprunt**

FNT	**-40 000**	**91 300**	**149 820**	**208 340**	**266 860**	**325 380**
FNT actualisés	**-40 000**	86 952,38	135 891,16	179 971,93	219 546,38	254 943,74

VAN globale = -40 000 + Somme des FNT actualisés

<u>VAN = 837 305,59um > 0 (Projet rentable)</u>

7. **Le financement par capitaux propres (autofinancement) est plus avantageux pour l'entreprise.**

Exercice 2

I. Pour moderniser son outil productif, une entreprise décide d'investir au début de l'année N dans un nouvel équipement plus performant dont le coût est de **52 000** um. Cet équipement est amortissable en mode linéaire sur 5 ans. Le taux d'impôt sur les sociétés est de **25%.**
Les recettes supplémentaires générées par cet investissement sont comme suit :

1	2	3	4	5
104 500	144 000	113 500	112 000	115 000

Les dépenses supplémentaires qui seront engagées sont de 58 100 um la première année, avec une progression de **2 000** um par an pour le reste de la période.

Pour financer ce projet, l'entreprise hésite entre :

- Un autofinancement à **100%** ;
- Un emprunt bancaire sur 5 ans, à **6%,** remboursable par annuités constantes ;
- Un crédit-bail avec option d'achat en fin de contrat, pour une valeur de **5200** um. Le bien serait alors entièrement amorti lors de la dernière année. Le montant de la redevance annuelle (loyer) sera de **10 000** um. L'entreprise est tenue de verser un dépôt de garantie équivalent à un loyer annuel remboursé en fin de contrat.

Travail à faire : (sachant que le taux d'actualisation est de 5%)

8. *Calculer les flux nets de trésorerie dans le cas de l'autofinancement.*
9. *Présenter le tableau d'amortissement de l'emprunt bancaire et calculer les flux nets de trésorerie ainsi que la VAN de financement.*
10. *Calculer les FNT dans le cas du crédit-bail ainsi que la VAN de financement.*

II. En supposant les données suivantes :

- LE BFRE représente **10%** des recettes annuelles prévisionnelles.
- L'entreprise reçoit lors de la troisième année une subvention d'investissement de **30000um**
- L'entreprise procède à une cession d'immobilisation lors de la première année de **10000um**

Travail à faire :

1. *Présentez le plan de financement pour chacune des modalités de financement.*
2. *Quelle conclusion tirez-vous de vos résultats.*

Solution de l'exercice 2

1. Financement par fonds propres

Calcul des FNT (Cash-flows)

	1	2	3	4	5
Recettes **Dépenses** **Amort**	104 500 (58 100) (10 400)	144 000 (60 100) (10 400)	113 500 (62 100) (10 400)	112 000 (64 100) (10 400)	115 000 (66 100) (10 400)
RB **IBS**	36 000 (9000)	73 500 (18 375)	41 000 (10 250)	37 500 (9375)	38 500 (9625)
RN **Amort**	27 000 10 400	55 125 10 400	30 750 10 400	28 125 10 400	28 875 10 400
Cash flows	37 400	65 525	41 150	38 525	39 275
CAF actualisée	**35 619,05**	**59 433,08**	**35 546,93**	**31 694,59**	**30 772,98**

VAN = 193 066,63 – 52 000 = **141 066,63**

2. Financement par emprunt bancaire

Présentation du tableau d'amortissement de l'emprunt :

$$a = 52\,000 \frac{0{,}06}{1 - 1{,}06^{-5}} = 52000 \times 0{,}237\,396 = \mathbf{12\,344{,}6}$$

N	Cap Initial	Intérêt	Amort	Annuité	Capital final
1	52 000	3120	9224,6	12 344,6	42 775,4
2	42 775,4	2566,52	9778,08	12 344,6	32 997,32
3	32 997,32	1979,84	10 364,76	12 344,6	22 632,56
4	22 632,56	1357,95	10 986,65	12 344,6	11 645,91
5	11 645,91	698,75	11 645,9	12 344,6	000

Calcul des FNT (Cash-flows)

	1	2	3	4	5
Recettes					
Dépenses	36 000	73 500	41 000	37 500	38 500
Amort					
Intérêt	(3120)	(2566,52)	(1979,84)	(1357,95)	(698,75)
RB	32 880	70 933,48	39 020,16	36 142,05	37 801,25
IBS	(8220)	(17 733,37)	(1979,84)	(9035,51)	(9450,31)
RN	24 660	53 200,11	29 265,12	27 106,54	28 350,94
Amort	10 400	10 400	10 400	10 400	10 400
CAF	35 060	63 600,11	39 665,12	37 506,54	38 750,94
Remboursements	9224,6	9778,08	10 364,76	10 986,65	11 645,9
Cash-flows (FNT)	**25 835,4**	**53 822,03**	**29 300,36**	**26 519,89**	**27 105,04**
$(1,05)^{-n}$	0,952 381	0,907 029	0,863 838	0,822 702	0,783 526
CF actualisés	24 605,14	48 818,14	25 310,76	21 817,97	21 237,5

VAN de financement (par emprunt) = sommes des FNT act + emprunt- I_0

=141 789,51 + 52 000-52 000 = **<u>141 789,51</u>**

3. **Financement par crédit-bail**

Calcul des FNT (Cash-flows)

	1	2	3	4	5
Recettes	104 500	144 000	113 500	112 000	115 000
Dépenses	(58 100)	(60 100)	(62 100)	(64 100)	(66 100)
Amort	-	-	-	-	(5200)
Redevance	(10 000)	(10 000)	(10 000)	(10 000)	(10 000)
RB	36 400	73 900	41 400	37 900	33 700
IBS	(9100)	(18 475)	(10 350)	(9475)	(8425)
RN	27 300	55 425	31 050	28 425	25 275

Amort	-	-	-	-	5200
CAF	27 300	55 425	31 050	28 425	30 475
Récup Dépôt de garantie **Option d'achat**					10 000 (5200)
Cash-flows	**27 300**	**55 425**	**31 050**	**28 425**	**35 275**
$(1,05)^{-n}$	0,952 381	0,907 029	0,863 838	0,822 702	0,783 526
CF actualisés	26 000,00	50 272,08	26 822,17	23 385,30	27 638,88

VAN financement= Somme des Cash-flows act – Dépôt de garantie

= 154 118,43– 10 000 = **144 118,43**

4. Le financement par leasing est **le plus intéressant puisque la VAN du leasing est la plus élevée.**

II.

1. **Plan de financement dans le cas de l'autofinancement :**

Libellé	**1**	**2**	**3**
Ressources durables : **CAF** **Cessions d'immobilisation** **Subventions**	 37 400 10.000	 65 525 -	 41 150 - 30 000
Total ressources durables	**47 400**	**65 525**	**71 150**
Emplois stables : **Equipement** **Δ BFR**	 52 000 10 450	 - 3950	 - -3050
Total emplois stables	**62 450**	**3950**	**-3050**
Ecart (Δ TR)	**-15 050**	**61 575**	**74 200**
Trésorerie initiale	000	-15 050	76 625

Trésorerie finale	**-15 050**	**76 625**	**150 825**

2. Plan de financement dans le cas de l'emprunt

Libellé	**1**	**2**	**3**
Ressources durables :			
CAF	35 060	63 600,11	39 665,12
Cessions d'immobilisation	10.000	-	-
Subventions			30 000
Emprunt	52 000		
Total ressources durables	**97 060**	**63 600,11**	**69 665,12**
Emplois stables :			
Equipement	52 000	-	-
∆ BFR	10 450	3950	-3050
Remboursement	9224,6	9778,08	10 364,76
Total emplois stables	**71 674,6**	**13 728,08**	**7314,76**
Ecart (∆ TR)	**25 385,4**	**49 872,03**	**62 350,36**
Trésorerie initiale	000	**25 385,4**	**75 257,43**
Trésorerie finale	**25 385,4**	**75 257,43**	**137 607,79**

3. Plan de financement dans le cas Du crédit-bail :

Libellé	**1**	**2**	**3**
Ressources durables :			
CAF	27 300	55 425	31 050-
Cessions d'immobilisation	10.000	-	30 000
Subventions			
Total ressources durables	**37 300**	**55 425**	**61 050**
Emplois stables :			
∆ BFR	10 450	3950	-3050
Dépôt de garantie	10 000		
Total emplois stables	**20 450**	**3950**	**-3050**
Ecart (∆ TR)	**16 850**	**51 475**	**64 100**

Trésorerie initiale	000	16 850	68 325
Trésorerie finale	**16 850**	**68 325**	**132 425**

Conclusion : l'emprunt bancaire est la modalité de financement la plus avantageuse.

Conclusion générale

Au terme de ce cours, nous avons parcouru l'ensemble des outils et techniques essentiels permettant une évaluation rigoureuse de la santé et de la performance financière d'une entreprise. Cette compréhension approfondie des états financiers et des ratios, ainsi que l'utilisation d'analyses comparatives et de prévisions, constituent le fondement de toute prise de décision stratégique éclairée dans le monde des affaires.

Nous avons débuté par l'examen détaillé des états financiers – bilan, compte de résultat et tableau des flux de trésorerie. Ces documents fournissent un aperçu complet de la situation financière d'une entreprise, révélant ses actifs, ses passifs, ses revenus, ses dépenses et ses flux de trésorerie. En interprétant ces éléments, nous pouvons discerner les forces et les faiblesses financières de l'organisation.

L'utilisation des ratios financiers, tels que les ratios de structure, de rotation et de rentabilité, a été une composante clé de notre exploration. Ces ratios permettent de comparer les performances d'une entreprise dans le temps et avec ses pairs, offrant une perspective précieuse sur sa compétitivité et sa viabilité.

Nous avons également abordé l'analyse des équilibre financiers, l’analyse par la méthode des ratios, ainsi que l’analyse de l’activité via les soldes intermédiaires de gestion qui permettent d'identifier les tendances, de détecter les anomalies et de comparer la performance de l'entreprise avec des standards industriels. Ces méthodes sont indispensables pour comprendre les dynamiques internes et externes qui influencent les résultats financiers.

L'analyse des flux de trésorerie a mis en évidence l'importance de la gestion de la liquidité et des flux financiers opérationnels, d'investissement et de financement. La capacité d'une entreprise à générer des flux de trésorerie positifs et à les gérer efficacement est cruciale pour sa survie à long terme.

Enfin, nous avons souligné l'importance des prévisions financières et de la budgétisation dans la planification stratégique. Ces techniques permettent de préparer l'avenir, d'anticiper les défis et de saisir les opportunités avec une base financière solide.

En conclusion, ce cours d'analyse financière approfondie est susceptible de doter les étudiants des compétences nécessaires pour effectuer des évaluations financières détaillées et précises. Ces

compétences sont essentielles pour tous les professionnels de la finance, les gestionnaires et les décideurs qui souhaitent optimiser les performances financières de leur entreprise et prendre des décisions stratégiques basées sur des données concrètes et fiables. En maîtrisant ces concepts et techniques, ils seront désormais mieux préparés à naviguer dans les complexités financières et à contribuer de manière significative à la réussite et à la croissance de votre organisation.

Bibliographie

- BARREAU, J et DELAHAYE, J. *Gestion financière* 4e Edition. Paris : Dunod, 1995.
- BAZET, Jean-Luc, FAUCHER, Pascal. *DCG Finance d'entreprise* 6e édition. Paris : Nathan, 2009.
- CHARREAUX, Gérard. *Finance d'entreprise*. Caen : EMS, 2000.
- DE LA BRUSLERIE, Hubert. *Analyse financière : Information financière, évaluation, diagnostic* 4e édition. Paris : Dunod, 2010.
- EGLEM, Jean-Yves *et al*. *Analyse comptable et financière*. Paris : Dunod, 2000.
- FORGET, Jack. *Gestion de trésorerie*. Edition d'Organisation. Paris, 2005.
- LOZATO. M et NICOLLE. P, « CGO, Gestion des investissements et de l'information financière », 4ème édition, Dunod, Paris, 2006.
- LEGROS, Georges. *Mini manuel de finance d'entreprise*. Paris : Dunod, 2010.
- OGIEN, Dov. *Maxi fiches de gestion financière de l'entreprise*. Paris : Dunos, 2008.
- VERNIMMEN .P, QUIRY .P, LE FUR .Y, Finance d'entreprise, 7ème édition, Dalloz, collection Gestion, 2008.
- VERNIMMEN .P, Finance d'entreprise, Dalloz, 12eme édition, 2014.